

OUVERTURE DE LA 13^e ÉDITION DU NAPEC 2025

L'Algérie plaide pour l'augmentation des investissements

C'est hier, à Oran, qu'a été inaugurée la 13^e édition du Salon international «Africa & Mediterranean Energy & Hydrogen Exhibition and Conference (NAPEC 2025 NAPEC, placée sous le slogan : «Accélérer l'énergie de demain et réaliser un mix énergétique efficace à travers les partenariats, l'investissement, l'innovation et la technologie». P 3

• **ALNAFT : « Les récents appels d'offres confirment l'attractivité de l'Algérie »**



**LE PROJET DE LOI DE
FINANCES 2026 ADOPTÉ
Tebboune insiste sur
la préservation du
pouvoir d'achat**

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, dimanche 5 octobre 2025, une réunion du Conseil des ministres consacrée principalement à l'examen et à l'adoption du projet de loi de finances (PLF) 2026.

P 2

**LUTTE CONTRE LA
BUREAUCRATIE,
FINANCEMENT ET
ACCOMPAGNEMENT**

**L'AAPI réalise des
avancées
significatives**

L'investissement en Algérie connaît un nouvel élan. Portée par une volonté politique affirmée et des réformes économiques profondes, l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) s'impose aujourd'hui comme un acteur clé dans la concrétisation de la stratégie nationale de diversification et de modernisation économique. Son directeur général, Omar Rekkache, a souligné, lors de son passage au Forum de la radio nationale, que l'Algérie « a tourné une page décisive » dans sa manière de concevoir et de gérer l'investissement.

P 5

**FORUM D'AFFAIRES ALGÉRO-
SLOVÈNE**

**Les opportunités
d'affaires en Algérie
mises en avant**

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a souligné, hier à Alger, à l'occasion de l'ouverture du Forum d'affaires algéro-slovène, l'attractivité du marché algérien et les nombreuses opportunités d'investissement et de partenariat offertes par l'économie nationale.

P 5

ENTREPRISE DES CIMENTS
ET DÉRIVÉS DE CHLEF

**Octroi de la certification
algérienne «Tedj»
à 4 produits** P 2

MINES

**Sonarem et l'entreprise
chinoise CITIC Construction
renforcent leur partenariat** P 4

BOUIRA/CENTRE NATIONAL
D'EXCELLENCE DES MÉTIERS DU TEXTILE
ET DU CUIR

**Lancement du premier
cycle de formation** P 6

PALAIS DES EXPOSITIONS
Ouverture du Salon international du textile "Alger Textile 2025"

Le Salon international du textile "Alger Textile 2025" a ouvert ses portes lundi au Palais des Expositions (SAFEX) à Alger, en présence de nombreux professionnels du secteur. Organisé par la société turque, Meridyen International Fair Organization, cet événement, qui se poursuivra jusqu'au 8 octobre, réunit une cinquantaine d'entreprises en provenance de Turquie, de Chine, d'Italie et de Corée du Sud, ainsi que plusieurs entreprises nationales. Selon les organisateurs, le nombre d'exposants a doublé par rapport à la précédente édition, traduisant un intérêt croissant pour le marché algérien du textile. Durant trois jours, les visiteurs pourront découvrir une large gamme de produits couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur du textile : tissus, accessoires, machines industrielles et domestiques. Le salon se veut une plateforme d'échanges entre professionnels nationaux et étrangers, favorisant la conclusion de partenariats et le transfert de savoir-faire. Dans un contexte de diversification économique, le secteur du textile est considéré comme stratégique, notamment pour la relance de l'industrie locale, la modernisation des équipements et le renforcement des compétences dans la filière.

LE PROJET DE LOI DE FINANCES 2026 ADOPTÉ

Tebboune insiste sur la préservation du pouvoir d'achat

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, dimanche 5 octobre 2025, une réunion du Conseil des ministres consacrée principalement à l'examen et à l'adoption du projet de loi de finances (PLF) 2026. Ce rendez-vous gouvernemental a également abordé deux projets de loi relatifs à l'institution de médailles militaires et un exposé sur le secteur de l'hydraulique, en particulier la réalisation de nouvelles usines de dessalement d'eau de mer.

Par M. A.

Dès l'ouverture de la séance, le chef de l'État a fixé les grandes orientations de la politique budgétaire pour l'exercice 2026, insistant sur la nécessité de préserver le pouvoir d'achat des citoyens. Il a clairement affirmé que la future loi de finances « ne devra comporter aucune mesure susceptible d'alourdir les charges du citoyen ». Cette ligne directrice s'inscrit dans une approche de rigueur sociale et de continuité des engagements présidentiels visant à maintenir la stabilité économique tout en encourageant la croissance. Sur le plan structurel, le président Tebboune a ordonné la mise en œuvre d'un plan de modernisation de l'Office national des statistiques (ONS), appelé à jouer un rôle central dans la conception des politiques publiques. Il a notamment insisté sur la création d'annexes de l'ONS dans les wilayas et les communes, afin d'obtenir une lecture plus fidèle de la réalité économique et sociale de l'Algérie

profonde. Sur le plan fiscal, le chef de l'État a appelé à l'instauration d'une assiette fiscale « non contraignante mais plus efficace » dans le recouvrement, pour lutter contre l'évasion et encourager la conformité. Il a, en parallèle, exhorté le gouvernement à faire du PLF 2026 un instrument incitatif à l'investissement et à la concurrence, écartant toute mesure populiste dénuée de rentabilité économique. L'objectif affiché est de favoriser une croissance équilibrée, axée sur la création de valeur ajoutée réelle. Concernant le secteur de l'hydraulique, le Conseil des ministres a examiné le projet de réalisation de cinq nouvelles usines de dessalement d'eau de mer, une mesure stratégique visant à renforcer la sécurité hydrique du pays. Le président a ordonné d'approfondir les études techniques et de donner la priorité aux wilayas confrontées à des perturbations dans la distribution d'eau, notamment celles situées dans les Hauts Plateaux où le stress hydrique demeure particulièrement marqué. Il a également précisé que

l'eau dessalée issue des nouvelles stations devra être distribuée dans un rayon d'au moins 250 kilomètres à partir des côtes, afin d'assurer une couverture efficace des zones intérieures. L'exposé sur l'approvisionnement en eau potable a, pour sa part, été ajourné. Le chef de l'État a demandé d'enrichir son contenu et d'y intégrer une planification rigoureuse de la distribution de l'eau. Il a insisté sur la nécessité d'instaurer une véritable « culture d'État » en matière de gestion hydrique, reposant sur un calendrier précis et une application stricte des mesures de rationnement et de distribution. Sur le volet foncier, Abdelmadjid Tebboune a exprimé son opposition ferme à l'annulation du classement de terres agricoles pour la création de projets publics. Il a enjoint le gouvernement à recourir à d'autres assiettes foncières, non arables, afin de préserver la vocation agricole des terres cultivables. Cette décision traduit la volonté présidentielle de protéger les ressources agricoles et de renforcer la souveraineté alimentaire nationale.

LE MINISTRE ARKAB S'ENTRETIENT AVEC EXXONMOBIL ET CHEVRON

Plaidoyer pour un partenariat gagnant-gagnant

Par Selma R.

En marge de la 13^e édition du Salon et Conférence Afrique et Méditerranée sur l'Énergie et l'Hydrogène (NAPEC 2025), qui se tient du 6 au 8 octobre à Oran, le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a eu, hier, une série d'entretiens bilatéraux avec les dirigeants de grandes compagnies pétrolières et gazières internationales. Ces rencontres, qui se sont déroulées en présence du président-directeur général du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, du président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (AL-NAFT), Samir Bekhti, et du président

de l'Autorité de régulation des hydrocarbures, Amine Remini, ont permis d'aborder les perspectives de coopération et de partenariat stratégique dans le domaine des hydrocarbures. Le ministre a d'abord reçu une délégation du géant américain ExxonMobil, conduite par John Ardill, vice-président chargé de l'exploration et des nouvelles opportunités. Les discussions ont porté sur les opportunités d'investissement en Algérie, ainsi que sur l'état d'avancement des consultations engagées avec Sonatrach, notamment dans les domaines de la recherche, de l'exploration, du développement et de l'exploitation des hydrocarbures. L'accent a été mis sur l'innovation technologique, la durabilité

et le respect des normes environnementales, en vue d'accroître les capacités de production nationale, particulièrement dans le pétrole et le gaz. Par la suite, M. Arkab s'est entretenu avec Joe Cook, vice-président chargé du développement des affaires au sein de Chevron. Les échanges ont porté sur les possibilités de renforcer la coopération avec Sonatrach dans l'exploration et l'exploitation des ressources pétrolières et gazières, y compris dans les zones offshore, ainsi que sur le partage d'expertise technique et géologique et le transfert de technologies de pointe. M. Arkab a profité de ces entretiens pour rappeler que le nouveau cadre juridique des hydrocarbures en Algérie of-

fre désormais un environnement d'investissement attractif et transparent, garantissant une exploitation sûre, rentable et durable des ressources nationales. Il a également souligné la volonté du gouvernement de favoriser les partenariats gagnant-gagnant avec les majors internationales, tout en veillant à intégrer les impératifs environnementaux et technologiques dans la stratégie énergétique du pays. Ces échanges à haut niveau confirment la volonté de l'Algérie de renforcer sa coopération avec les leaders mondiaux du secteur énergétique, dans un contexte de mutation globale marqué par la transition vers des énergies plus propres.

ENTREPRISE DES CEMENTS ET DÉRIVÉS DE CHLEF

Octroi de la certification algérienne «Tedj» à 4 produits

Par R E.

L'Entreprise des ciments et dérivés (ECDE) de Chlef a obtenu la certification de conformité aux normes algériennes "Tedj" pour quatre (4) de ses produits cimentiers, a-t-on appris, lundi, auprès de la société. Cette certification "Tedj" concerne les produits "GICA Béton Sarii", "GICA Bénian", "GICA Moudhad" et "GICA Indjazat", a indiqué, à l'APS, le chef du département du contrôle de la qualité, Amir Benhalima, en marge de la célébration de la Journée mondiale

de l'habitat, célébrée le premier lundi d'octobre de chaque année. Avec ces nouvelles certifications délivrées par l'Institut algérien de normalisation (IANOR), le nombre total de produits de l'Entreprise des ciments et dérivés (ECDE) de Chlef labellisés "Tedj" s'élève désormais à cinq (5), en incluant le "GICA Béton", certifié précédemment, a-t-il ajouté. Selon M. Benhalima, cette certification "atteste de la volonté de l'entreprise de veiller au respect des normes nationales (NA442), relatives à la production de ciment avec des caractéristiques chimiques et critères conformes

aux normes de qualité en vigueur en Algérie". A noter que l'entreprise avait déjà obtenu la certification européenne pour ces mêmes produits, ce qui facilite leur exportation vers les marchés européens et internationaux. En 2025, l'usine a exporté d'importantes quantités de ciment et de clinker vers l'Afrique, l'Europe et l'Amérique, selon la même source. Dans le cadre de la diversification de son offre, l'entreprise a également lancé la commercialisation des produits "GICA Benian" et "GICA Béton" en sacs de 25 kg, répondant ainsi à la de-

mande du marché et de sa clientèle, a fait savoir M. Benhalima. La Journée mondiale de l'habitat a été célébrée au siège de la direction du logement de Chlef, sous le thème "Reconstruire les communautés siniestrées, bâtir un avenir meilleur". L'événement, présidé par le wali Brahim Ghemired, a donné lieu à des exposés sur les efforts de développement dans les secteurs du logement, des équipements publics et de l'urbanisme, ainsi qu'à une exposition des entreprises et acteurs du secteur, dont l'Entreprise des ciments et dérivés de Chlef et plusieurs banques nationales.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

OUVERTURE DE LA 13^e ÉDITION DU NAPEC 2025

L'Algérie plaide pour l'augmentation des investissements

C'est hier, à Oran, qu'a été inaugurée la 13^e édition du Salon international «Africa & Mediterranean Energy & Hydrogen Exhibition and Conference (NAPEC 2025 NAPEC, placée sous le slogan : «Accélérer l'énergie de demain et réaliser un mix énergétique efficace à travers les partenariats, l'investissement, l'innovation et la technologie ».

De notre envoyé spécial Reda Hadi

Lors de son discours à l'ouverture de cet événement important, le ministre d'État, ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a souligné que cette édition du NAPEC s'inscrit dans un contexte mondial marqué par de profonds bouleversements énergétiques et une instabilité géopolitique accrue. Il a précisé que les défis du changement climatique, la nécessité d'assurer la sécurité énergétique mondiale et l'impératif de diversification des sources d'énergie imposent à tous les pays, y compris à l'Algérie, une réflexion stratégique et une action coordonnée. Selon le ministre, le NAPEC représente l'un des principaux leviers pour accompagner la transition énergétique du pays. Le thème de cette édition illustre parfaitement les ambitions de l'Algérie en matière de développement durable et de modernisation du secteur. Après avoir rappelé les progrès réalisés dans le domaine des infrastructures énergétiques et des découvertes de nouveaux gisements, M. Arkab a évoqué les recommandations de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) appelant à une utilisation plus rationnelle de l'énergie. Le ministre a également souligné que la consommation énergétique mondiale est appelée à croître davantage, d'où la nécessité pour l'Algérie d'attirer plus d'investissements. Il a rappelé que la nouvelle loi sur l'investissement ouvre largement la voie aux opérateurs étrangers et les a invités à s'impliquer davantage dans les opportunités qu'offre le pays, précisant que près d'un milliard de dollars ont déjà été investis cette année dans le secteur de l'énergie. « La porte est ouverte », a-t-il affirmé.

Hydrocarbures : un levier de modernisation et de partenariat

« Les hydrocarbures demeurent une composante essentielle de notre économie et un moteur de développement », a déclaré M. Arkab. Grâce à une nouvelle loi plus attractive et à un climat d'investissement en constante amélioration, plusieurs partenariats stratégiques ont été conclus avec de grandes compagnies internationales. L'objectif, a-t-il ajouté, est clair : augmenter la production, valoriser davantage le gaz naturel et encourager les investissements dans l'exploration et la transformation locale. « J'invite l'ensemble des partenaires présents à renforcer leurs liens avec l'Algérie, à explorer de nouvelles synergies et à investir dans les projets porteurs que notre pays propose — qu'il s'agisse d'exploration pétrolière, de valorisation gazière, d'énergies renouvelables ou d'industries minières », a-t-il lancé. Le ministre a aussi rappelé que l'Algérie accélère sa transition énergétique, en développant un vaste programme d'énergies renouvelables, axé sur le solaire et l'éolien, tout en explorant les perspectives prometteuses de l'hydrogène vert et bleu. Le NAPEC 2025 constitue à cet égard une plateforme privilégiée pour échanger sur ces nouvelles filières et identifier les opportunités de coopération industrielle et scientifique. Selon lui, l'ambition de l'Algérie est de faire du secteur de l'énergie un moteur d'innovation et de développement territorial, notamment à travers la formation, la recherche et l'intégration des compétences nationales. « Nous encourageons les start-up, les universités et les instituts de recherche à contribuer activement à la transformation du secteur. C'est ensemble que nous construisons une économie énergétique résiliente, compétitive et respectueuse de l'environnement », a-t-il conclu.

Innovation et technologie au cœur du débat

Pour sa part, Hachichi PDG de Sonatrach, a spécifié, dans son allocution, que le slogan actuel de cette édition incarne concrètement une ambition commune à laquelle nous adhérons tous, et qu'elle repose sur quatre piliers fondamentaux et interdépendants. Il s'agit, en premier lieu, du partenariat dans l'investissement en tant que levier décisif pour booster les projets et concrétiser les ambitions. En second lieu, l'investissement en tant que levier décisif pour booster les projets. En troisième lieu, il y a, bien sûr aussi l'innovation, moteur du renouveau et du développement. Enfin, en quatrième lieu, on retrouve la technologie. Dans cette perspective, il paraît évident que le débat sur l'énergie, dans le contexte des profondes mutations que connaît le monde actuel, ne se limite plus aujourd'hui aux questions de disponibilité ou de prix, mais intègre aussi la capacité à disposer d'une énergie propre, sûre et durable. A ce stade, l'apport de la technologie moderne mérite ici d'être souligné, car il nous ouvre de nouvelles perspectives pour repenser les modes de production et les modes de consommation jusque-là en vigueur. Mourad Adjal, Ministre de l'énergie et des énergies renouvelables a précisé pour sa part qu'en tant que ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, il s'inscrivait dans cette orientation. L'un des axes majeurs qu'il a mis en avant est la nécessité d'un mix énergétique efficace, intégrant plusieurs sources (hydrocarbures, renouvelables, hydrogène. Et ce en mettant l'accent sur l'innovation, la technologie, la numérisation et l'intelligence artificielle dans le secteur énergétique pour accompagner cette transition. Pour lui les efforts de l'Algérie, visent le but de 0% de méthane, à moyen termes.

NAPEC 2025
L'Algérie poursuit l'affirmation de sa position en tant que pôle stratégique dans le domaine de l'énergie

Le président de l'Autorité de Régulation des Hydrocarbures, Amine Remini, a souligné, lundi à Oran, que l'Algérie continue de consolider sa position en tant que pôle stratégique dans le domaine de l'énergie. Dans son intervention à l'occasion de la 13^e édition du Salon international "Africa & Mediterranean Energy & Hydrogen Exhibition and Conference (NAPEC 2025)", au Centre des conférences Mohamed-Benahmed, M. Remini a souligné que l'Algérie "renforce sa place stratégique dans le secteur énergétique grâce à sa stabilité politique, son ouverture à l'innovation, ainsi qu'à un cadre réglementaire transparent et incitatif pour l'investissement". Il a ajouté que le slogan "Accélérer l'accès à l'énergie de demain et atteindre une efficacité énergétique performante grâce au partenariat, à l'investissement, à l'innovation et à la technologie", choisi pour cette édition "reflète profondément les défis actuels tout en exprimant une volonté collective de bâtir un avenir énergétique fondé sur la diversité et la durabilité". Dans un contexte mondial marqué par l'instabilité géopolitique et économique, M. Remini a assuré que l'Algérie "demeure l'un des exemples les plus remarquables de stabilité dans la région". Il a, par ailleurs, indiqué que l'Autorité de Régulation des Hydrocarbures a amorcé "un processus de transformation profond pour accompagner les évolutions rapides du secteur énergétique, en s'appuyant sur plusieurs axes stratégiques, notamment le développement des compétences humaines et techniques, la modernisation de la structure organisationnelle, la numérisation des services via des plateformes modernes et efficaces, et le renforcement de l'interaction rapide avec les opérateurs pour garantir un service plus fluide et performant". Evoquant les opportunités d'investissement en Algérie, M. Remini a souligné que le pays "ne se limite pas à son immense potentiel en ressources naturelles, mais il dispose également d'un réseau d'infrastructures solide et de compétences humaines qualifiées". "Nous avons une vision claire et précise de l'avenir énergétique de l'Algérie, reposant sur des objectifs stratégiques définis. Grâce à la stabilité dont nous jouissons, aujourd'hui, nous sommes capables de réaliser une transition énergétique globale et efficace", a-t-il soutenu. M. Remini a exprimé, par la même occasion, la disponibilité de l'Algérie à accompagner les investisseurs locaux et étrangers et à leur fournir "toutes les conditions favorables à la réussite de leurs projets".

ALNAFT

« Les récents appels d'offres confirment l'attractivité de l'Algérie »

Par R E

Le président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), Samir Bekhti, a souligné, lundi à Oran, que les derniers appels d'offres ont confirmé la grande attractivité de l'Algérie en tant que destination majeure pour l'investissement dans le secteur des hydrocarbures. M. Bekhti a indiqué à l'ouverture de la 13^e édition du Salon international "Africa & Mediterranean Energy & Hydrogen Exhibition and Conference (NAPEC 2025)", que "la dernière série d'appels d'offres a abouti à des engagements financiers confirmés à hauteur de 600 millions de dollars américains dans des projets d'exploration, preuve tangible de la confiance des investisseurs", ajoutant que "sur cette lancée, nous préparons actuellement une nouvelle série d'appels d'of-

fres prévue pour le début de l'année 2026". Le même responsable a également indiqué que l'agence ALNAFT "prévoit de lancer une phase de présélection avant le prochain appel d'offres, couvrant environ 20 blocs prédéfinis". Cette initiative permettra aux investisseurs de "choisir les zones qui les intéressent le plus, ce qui renforcera l'efficacité et la précision de notre stratégie d'exploration", a-t-il relevé. M. Bekhti a précisé que "l'Algérie, producteur fiable de pétrole et de gaz depuis des décennies, se prépare à élargir ses horizons à travers l'exploration de zones frontalières prometteuses, encore inexploitées malgré leur fort potentiel". Evoquant les perspectives mondiales, il a rappelé que "la demande mondiale en énergie devrait continuer à croître jusqu'en 2050, stimulée par la croissance économique, l'industrialisation, et les besoins croissants en énergie liés à l'intelli-

gence artificielle et aux infrastructures numériques", citant à ce sujet un rapport de l'Agence internationale de l'énergie publié en septembre 2025 et selon lequel "la demande future pourrait dépasser 45 millions de barils de pétrole par jour et environ 2000 milliards de m³ de gaz naturel par an d'ici 2050". M. Bekhti a assuré que l'Algérie "accompagne cette dynamique en développant ses ressources gazières à partir d'un portefeuille riche de champs de gaz de classe mondiale, bénéficiant d'un emplacement stratégique, d'une expertise opérationnelle éprouvée et de partenariats solides". Il a également souligné que "le réseau d'approvisionnement intégré développé par l'Algérie connecte efficacement ces ressources aux marchés mondiaux, ce qui renforce la flexibilité, la fiabilité et crée de la valeur pour répondre à la demande croissante en Europe, en Afrique, en Asie et ail-

leurs". Le président d'ALNAFT a insisté, en outre, sur le fait que l'agence "collabore étroitement avec les investisseurs internationaux pour développer de grandes solutions à travers des cadres pratiques et solides qui encouragent l'investissement et stimulent l'innovation". Il a affirmé que l'Algérie "est fière d'être un partenaire fiable, capable de fournir l'énergie dont le monde a besoin, aujourd'hui, tout en contribuant à bâtir le système énergétique de demain". Il a également rappelé que l'Agence "a élaboré une feuille de route stratégique, plaçant les opérations d'exploration au sommet des priorités de l'Algérie". Le même responsable a conclu en affirmant que "les bassins sédimentaires algériens recèlent d'énormes potentiels et nous sommes pleinement engagés à promouvoir l'investissement et la coopération pour exploiter ces ressources stratégiques".

PÉTROLE

Le Brent en hausse à 65,48 dollars

Les cours du pétrole étaient en hausse lundi, dans un marché qui n'a pas été impacté par le relèvement des quotas de production de huit membres de l'Opep+ pour le mois de novembre prochain. En fin de matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, prenait 1,47% à 65,48 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en novembre, gagnait 1,49% à 61,79 dollars. L'Algérie et sept autres pays de l'Opep+ ont décidé, dimanche, d'une hausse collective de leur production de l'ordre de 137.000 barils par jour (b/j) à compter du mois de novembre. Cette décision est intervenue, lors d'une réunion ministérielle, tenue par visioconférence, regroupant les huit pays de l'Opep+ ayant appliqué les ajustements volontaires de production de pétrole brut, à savoir l'Algérie, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, l'Irak, le Kazakhstan, le Koweït, le Sultanat d'Oman et la Russie. Cette augmentation modérée de la production intervient dans un contexte d'incertitude, avec une demande mondiale de pétrole qui demeure soutenue, mais qui devrait ralentir au cours des prochains mois, a-t-on souligné lors de cette réunion.

OCTOBRE ROSE

Lancement d’une campagne de sensibilisation et de prévention contre le cancer

Une vaste campagne de sensibilisation et de prévention contre le cancer a été lancée dans la wilaya d'El-Meghaïer, à l'occasion d'octobre rose, a-t-on appris lundi de la direction locale de la santé et de la population (DSP). Placée sous le slogan "Ensemble pour un avenir sans cancer", cette initiative comprend une série d'activités d'orientation et de sensibilisation à l'importance du dépistage précoce du cancer du sein et du col de l'utérus, tout en assurant l'accompagnement psychologique et social des femmes atteintes de cette maladie, a précisé la même source. Des émissions radiophoniques sont également au menu de cette campagne, qui vise à toucher le plus

grand nombre possible de femmes, notamment dans les zones rurales, a-t-on ajouté. En outre, des actions de sensibilisation similaires sont prévues en milieu scolaire, alors que des sessions de formation sur les nouvelles techniques de traitement et de prise en charge seront organisées au profit des praticiens et sages-femmes à travers les établissements de santé, selon la DSP. Cette campagne, qui se poursuivra tout au long du mois en cours, a pour objectif d'instaurer une culture préventive et d'encourager les femmes à recourir au dépistage précoce, afin de favoriser les chances de guérison en cas d'atteinte de cancer, a-t-on indiqué.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	1,63	6,24	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 410,00	1415,00	0,35	0,38	-0,01	9,10	5,50	72768	102 966 720,00
BIOPHARM	BIO	2 351,00	NC	0,00	0,18	-1,71	6,25	6,81	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 118,00	2118,00	0,00	-5,39	-6,61	10,10	5,90	2072	4 388 496,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,12	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	NC	0,00	2,99	-0,57	3,78	5,25	0	0,00

PORT D'ALGER

Environ 1 million de conteneurs traités depuis le début de l’année 2025

Le port d'Alger a pu augmenter sensiblement ses capacités, durant l'année 2025, grâce au réaménagement de ses quais, ayant traité depuis janvier dernier, environ 1 million de conteneurs et accueilli environ 2.000 navires, a indiqué, dimanche, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud. Présidant la cérémonie de remise en service du quai n 18 du port d'Alger, après l'achèvement des travaux de réaménagement, M. Sayoud a souligné que "le port d'Alger a réussi à traiter 1 million de conteneurs et 2000 navires depuis le début de l'année, un chiffre qui n'aurait pas pu être réalisé sans le parachèvement des travaux sur les quais 19, 20 et 21", réceptionnés au mois

de juillet écoulé. M. Sayoud a ajouté que ces quais réaménagés en entier par deux sociétés nationales (MEDITRAM pour les travaux maritimes et COSIDER pour travaux publics), "contribuent largement à la facilitation du mouvement des navires et au renforcement de la capacité d'accueil et de traitement du port. Cela a également permis de réduire le taux d'occupation des quais au port, durant les derniers mois, à 80%, après avoir souvent dépassé les 98%, a-t-il fait savoir. Le ministre s'est félicité de l'amélioration des services au port d'Alger, et ce "grâce au professionnalisme et à la coordination étroite entre différents services, ce qui s'est reflété positivement sur l'expérience des voyageurs et la qualité des opérations

portuaires". Dans ce cadre, M. Sayoud a relevé que l'opération de déchargement des navires de voyageurs chargés de véhicules et leur préparation "ne dépasse pas actuellement les deux heures", ce qui a suscité "une grande satisfaction chez les voyageurs", par rapport aux années précédentes. Le ministre a affirmé que la mise en place, prochainement, de nouveaux mécanismes et dispositifs renforcera "l'efficacité des opérations et la célérité du traitement avec les navires". Il a par ailleurs annoncé le lancement des travaux d'habilitation et de renforcement du quai n 17, "durant la semaine en cours ou dans les prochains jours", en vue de sa réception dans les meilleurs délais".

MINES

Sonarem et l’entreprise chinoise CITIC Construction renforcent leur partenariat

Le Président-Directeur Général du groupe Sonarem, M. Belkacem Soltani, a tenu une réunion importante avec une délégation de la société chinoise CITIC Construction, présidée par M. Julian Qi, Directeur Général de l'entreprise, a annoncé le groupe dans un communiqué. Cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre du suivi de la coopération existante entre Sonarem et CITIC

Construction, s'est tenue en présence des cadres des deux parties. Au cours de la réunion, les résultats des travaux du comité technique mixte, créé à la suite de la rencontre précédente du 31 juillet, ont été présentés. Les discussions ont porté sur les opportunités de coopération dans l'exploration et l'exploitation de plusieurs ressources minières telles que le zinc, le fer, l'or, le marbre, le cuivre et le phosphate. Une attention particulière a été accordée à des projets communs d'envergure, notamment le développement de la mine de fer de Gara Djebilet et des mines de phosphate dans le bassin de Djebel Onk - Tébessa, des projets à forte valeur économique et stratégique. Les deux parties ont convenu de créer un comité technique mixte de haut niveau, composé d'experts des deux côtés, chargé de préparer des études techniques et de faisabilité pour les projets mentionnés, avec la présentation d'un plan d'action et d'une feuille de route bien définis. L'objectif est de mettre en place des unités de production expérimentales pour confirmer la viabilité technique, avant de passer à la création de coentreprises.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 16 سبتمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Septembre 2025

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		المنتجات
		DA / Kg		دج / كلف		
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	54	62	47	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	63	75	50	الطماطم	
	Oignon sec	48	55	41	البصل الجاف	
	Ail sec	581	659	503	الثوم الجاف	
	Carotte	92	104	81	الجزر	
	Navet	104	117	92	لفت	
	Poivron	85	99	71	الفلفل الاخضر	
	Piment	116	135	97	الفلفل الحار	
	Courgette	97	111	82	الكوسة	
	Haricot vert	177	198	157	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	110	125	96	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	328	417	239	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	590	717	463	التمر	
	Banane	425	437	413	الموز	
	Melon	87	97	77	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	80	90	70	البطيخ الاحمر	
	Raisin	215	277	152	العنب	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1810	1932	1688	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	387	399	375	الدجاج	
	Ceufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)	

LUTTE CONTRE LA BUREAUCRATIE, FINANCEMENT ET ACCOMPAGNEMENT

L’AAPI réalise des avancées significatives

L’investissement en Algérie connaît un nouvel élan. Portée par une volonté politique affirmée et des réformes économiques profondes, l’Agence algérienne de promotion de l’investissement (AAPI) s’impose aujourd’hui comme un acteur clé dans la concrétisation de la stratégie nationale de diversification et de modernisation économique. Son directeur général, Omar Rekkache, a souligné, lors de son passage à l’émission « Forum el Oula » de la radio nationale, que l’Algérie « a tourné une page décisive » dans sa manière de concevoir et de gérer l’investissement.

Par Mourad A.

Selon M. Rekkache, la réforme du climat des affaires, initiée par le président Abdelmadjid Tebboune dès le début de son mandat, a transformé le soutien à l’investissement en une « doctrine économique » à part entière. « Le président de la République a fait du soutien aux investisseurs, qu’ils soient publics ou privés, un pilier du développement. Aujourd’hui, l’investissement n’est plus une option, c’est une conviction », a-t-il affirmé. L’un des chantiers majeurs demeure la lutte contre la bureaucratie, longtemps perçue comme un frein au développement. « Le véritable obstacle n’est pas le manque d’incitations, mais la lenteur des procédures. L’investisseur ne recherche pas seulement des avantages fiscaux, il veut de la clarté, de la transparence et des démarches rapides », a insisté le directeur général de l’AAPI. C’est dans cette optique que l’agence a mis en place un guichet unique numérique, désormais la seule plateforme officielle de traitement des dossiers d’investissement. Cette digitalisation vise à éliminer les lourdeurs administratives, garantir la transparence et assurer une traçabilité complète des demandes. Depuis sa réorganisation, l’AAPI affiche un bilan solide : 17 511 projets d’investissement enregistrés au 25 septembre 2025, tous détenteurs d’un certificat officiel d’enregistrement. « Ce ne sont pas de simples intentions, mais des projets concrets portés par des acteurs économiques prêts à produire », a expliqué Omar Rekkache. L’objectif fixé par le président Tebboune est ambitieux : atteindre 20 000 projets réalisés sur le terrain, non pas seulement approuvés sur papier. Pour y parvenir, l’AAPI déploie un dispositif de suivi permanent sous la supervision directe du Premier ministre, combinant accompagnement technique, visites de terrain et appui administratif. « Notre mission n’est pas de contrôler, mais d’accompagner. Nous travaillons main dans la main avec les investisseurs pour comprendre les obstacles et leur trouver des solutions rapides », a précisé le directeur général.

17 511 projets enregistrés

Les résultats enregistrés lors de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), organisée à Alger, confirment cette dynamique. Pas moins de 240 milliards de dollars de contrats ont été conclus, dont 11,4 milliards de dollars signés par des entreprises algériennes, publiques et privées. De plus, 11,6 milliards de dollars supplémentaires sont actuellement en cours de négociation, selon les chiffres communiqués par Afreximbank. Pour l’intervenant, ces résultats traduisent « la montée en puissance de l’économie algérienne sur la scène africaine ». Il a salué le rôle du président de la République qui, selon lui, « a su offrir au pays une visibilité et une crédibilité nouvelles auprès de nos partenaires africains et internationaux ». L’enjeu principal réside désormais dans la mise en œuvre effective des contrats, étape cruciale pour transformer les engagements commerciaux en projets industriels et productifs. L’un des constats les plus encourageants, selon M. Rekkache, est la mutation de la relation entre l’AAPI et le secteur bancaire. « Nous observons un changement de paradigme : aujourd’hui, certaines banques viennent spontanément vers nous pour proposer des offres de financement à des projets porteurs », a-t-il déclaré. Cette compétition entre banques pour accompagner les investisseurs marque une évolution notable du système financier algérien, longtemps perçu comme frieux. De plus, l’AAPI œuvre en étroite collaboration avec le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) et d’autres organisations patronales pour identifier les blocages et adapter les dispositifs de soutien. « Nous ne faisons pas de distinction entre le secteur public et le secteur privé. L’économie nationale doit avancer comme un seul corps, animé par la même ambition », a-t-il affirmé. Autre volet majeur : la gestion du foncier économique. L’AAPI détient désormais la compétence sur les terrains industriels, touristiques et urbains. Objectif : mettre fin à l’opacité des

attribution et assurer une répartition équitable du foncier sur tout le territoire. « Nous travaillons à valoriser les zones industrielles sous-utilisées comme celles de Saïda, El Bayadh ou Mostaganem. Le développement ne doit plus se concentrer sur les mêmes régions », a expliqué le directeur général. Il a cité plusieurs exemples de réussite, notamment le projet General Emballage à Naâma, symbole d’une industrialisation décentralisée, ou encore les nouveaux investissements à Djelfa et AinOussara.

Une dynamique continentale et des chiffres parlants

Fort de ses atouts géographiques et de ses infrastructures, l’Algérie ambitionne de devenir un centre économique africain majeur. « L’Algérie dispose de tous les éléments pour jouer un rôle moteur dans l’intégration économique du continent », a soutenu Rekkache, rappelant les projets structurants à vocation africaine déjà réalisés : corridors routiers, fibre optique, coopération énergétique, et participation active aux échanges interafricains. L’AAPI, dans ce contexte, accompagne l’État dans la concrétisation d’un modèle productif, fondé sur la diversification, la compétitivité et l’innovation. L’agence soutient également la création de 20 000 entreprises émergentes, notamment des startups et PME, moteurs de la nouvelle économie nationale. La relance des usines à l’arrêt, la multiplication des projets structurants et la moralisation de la vie économique constituent les trois leviers du nouvel élan productif. « Il ne s’agit pas seulement de rouvrir des usines, mais de construire une économie diversifiée, performante et résiliente », a souligné M. Rekkache. Le directeur général de l’AAPI résume ainsi la nouvelle orientation économique du pays : « L’économie algérienne entre dans une phase de maturité. Nous avons dépassé le stade de la planification ; nous sommes désormais dans celui de l’action. Chaque projet, chaque usine, chaque entreprise compte dans cette bataille pour la souveraineté économique ».

TAXE CARBONE EUROPÉENNE

L’Algérie affine sa stratégie d’adaptation

Par M A.

Face à la nouvelle donne environnementale mondiale, l’Algérie s’emploie à anticiper les effets du mécanisme d’ajustement carbone aux frontières (CBAM) que l’Union européenne prévoit de mettre en œuvre dès 2026. Cette mesure, qui vise à taxer les importations en fonction de leur empreinte carbone, concernera dans un premier temps plusieurs produits phares de l’économie algérienne : le ciment, le fer, le verre et les engrais. Consciente des enjeux économiques et industriels que soulève cette réglementation, l’Algérie a déjà engagé une stratégie proactive pour préserver la compétitivité de ses exportations et s’arrimer aux nouvelles normes internationales. Selon Miloud Medjelled, directeur général de la prospective au ministère des Hydrocar-

bures et des Mines, « l’Algérie ne subit pas ces transformations, elle s’y prépare avec méthode et réalisme. Le dialogue stratégique engagé avec l’Union européenne permettra de concilier nos objectifs économiques avec les exigences environnementales du marché ». Dans cette optique, un outil national de suivi des émissions de CO₂ a été mis en place, regroupant plusieurs ministères et organismes publics sous la coordination du secteur de l’énergie. Cet instrument vise à mesurer avec précision les émissions industrielles et à encadrer la transition vers des procédés de production plus propres. « C’est une étape essentielle pour disposer de données fiables et transparentes, condition indispensable à toute politique de décarbonation », a précisé M. Medjelled sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale. L’un des axes majeurs de cette stratégie repose sur

l’introduction progressive des énergies renouvelables dans les processus industriels. De nombreuses entreprises publiques et privées, notamment dans les secteurs du ciment, de la sidérurgie et des engrais, ont commencé à intégrer des unités de production alimentées à 100 % par des sources renouvelables. Parallèlement, des projets de captage et de stockage du CO₂ sont en développement afin de réduire l’empreinte carbone des grandes installations industrielles. Le responsable a également mis en avant la volonté du pays d’accélérer le déploiement de l’hydrogène vert, produit à partir d’électricité renouvelable, en partenariat avec des acteurs européens. Cette démarche vise à positionner l’Algérie comme un fournisseur d’énergie décarbonée et un partenaire stratégique dans la transition énergétique du continent.

FORUM D’AFFAIRES
ALGÉRO-SLOVÈNE
Les opportunités
d’affaires en Algérie
mises en avant

Par Sirine R.

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a souligné, hier à Alger, à l’occasion de l’ouverture du Forum d’affaires algéro-slovène, l’attractivité du marché algérien et les nombreuses opportunités d’investissement et de partenariat offertes par l’économie nationale.

Le ministre a affirmé que « l’Algérie constitue un partenaire solide pour la Slovaquie et une porte d’entrée stratégique vers le continent africain », disposant d’un climat des affaires favorable et d’un cadre législatif propice à l’investissement, notamment à destination des marchés africains.

M. Rezig a rappelé que le renforcement des relations entre l’Algérie et la Slovaquie figure parmi les priorités des deux pays, dans le sillage de la visite d’État effectuée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en Slovaquie plus tôt cette année. Il a également fait état d’un intérêt croissant des entreprises des deux pays pour le développement d’une coopération économique durable, soulignant que l’Algérie offre un environnement des affaires attractif susceptible d’attirer de nouveaux partenariats. Le ministre a par ailleurs évoqué les résultats positifs de la 4^e édition de la Foire du commerce intra-africain, estimant que ce forum bilatéral devrait déboucher sur des résultats concrets, reflétant la qualité des relations entre les deux pays et contribuant à stimuler les investissements dans une logique de partenariat gagnant-gagnant. De son côté, l’ambassadrice de la République de Slovaquie en Algérie, Urska Kramberger Mendek, a mis en avant l’importance de ce forum, qui s’inscrit dans la volonté commune des deux pays de renforcer leurs échanges économiques conformément aux orientations de leurs chefs d’État.

Organisé par le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) en coordination avec l’ambassade de Slovaquie à Alger, ce forum, qui s’étale sur deux jours, offre aux entreprises algériennes et slovaques l’occasion d’explorer les opportunités de coopération et d’investissement à travers des rencontres bilatérales entre opérateurs économiques couvrant divers secteurs : enseignement supérieur, industries lourdes, environnement, industrie pharmaceutique, gestion de l’eau, irrigation agricole intelligente, activités spatiales, médecine, intelligence artificielle, santé et start-up.

RELIZANE

Amélioration de
l'AEP dans trois
communes

Une opération visant à améliorer l'approvisionnement en eau potable (AEP) a été réalisée dans trois communes de la wilaya de Relizane, avec une enveloppe financière estimée à 100 millions de dinars, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction de l'Hydraulique. Le chef du service de gestion de l'eau potable, M. Mustapha Koubeibi, a indiqué, à l'APS, que ce projet, dont les travaux se sont achevés récemment, vise à renforcer et à améliorer l'approvisionnement en eau potable au profit d'environ 12.000 habitants des communes d'El Kalâa, Sidi Sâada et El Matmar, ainsi que dans les zones d'habitation et les douars qui en dépendent. Cette opération de développement a consisté en la réalisation de quatre réservoirs d'eau d'une capacité de 500 mètres cubes chacun, a précisé le responsable. Le projet a permis d'augmenter les capacités de stockage et d'assurer des quantités suffisantes d'eau potable pour les habitants, tout en réduisant les perturbations dans la distribution, notamment au bénéfice des résidents des étages supérieurs des immeubles, a ajouté M. Koubeibi. A noter que l'Algérienne des Eaux (ADE) de Relizane produit plus de 155.000 mètres cubes d'eau potable destinés à plus de 170.000 abonnés répartis à travers les différentes communes de la wilaya, a rappelé le directeur local de cette entreprise, Khaled Guellil.

BOUIRA/CENTRE NATIONAL D'EXCELLENCE
DES MÉTIERS DU TEXTILE ET DU CUIR

Lancement du premier cycle
de formation

Un premier cycle de formation a été lancé dimanche au centre national d'excellence pour la formation et le développement des compétences dans les métiers du textile et du Cuir à Aïn Bessam (Ouest de Bouira), et ce dans trois nouvelles filières ouvertes pour booster le secteur industriel et répondre aux besoins du marché de l'emploi et de l'économie nationale, a-t-on appris auprès de la direction de la formation professionnelle.

Inauguré en avril dernier (2025), le centre d'excellence d'Aïn Bessam a reçu dans la matinée les premiers groupes de stagiaires inscrits dans les nouvelles spécialités, à savoir, le modélisme (ou design de mode), Industrie du cuir et fabrication et production automatisée de chaussures, et la maintenance des équipements de perfection, selon les détails fournis par M. Laifa Makhlouf, responsable à la direction de la formation professionnelle. "L'ouverture de ces nouvelles spécialités confirme l'engagement du secteur à accompagner les jeunes dans leur avenir professionnel, et à répondre aux besoins du marché du travail ainsi que de l'économie nationale et locale", a expliqué M. Makhlouf. Le centre d'excellence d'Aïn Bessam, a, rappelle-t-on, été ouvert dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et conformément aux conclusions de la réunion tenue le 28 janvier 2025 entre le Ministère de l'Industrie, et le Ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels. Au cours de cette réunion, il a été décidé de consacrer un Centre national d'excellence pour la formation et le développement des compétences dans les métiers du textile et du cuir, en harmonie avec la vision de l'Etat visant à former une main-d'œuvre qualifiée capable de soutenir le tissu industriel national. Ce centre constitue la première pierre d'un réseau national de centres spécialisés que les deux ministères œuvrent à concrétiser, conformément à la stratégie de l'Etat visant à lier la formation à l'emploi et à promouvoir



un développement industriel durable. Pour assurer une meilleure insertion professionnelle des stagiaires, le centre d'Aïn Bessam a signé dimanche même, quatre conventions de partenariat avec des entreprises nationales publiques et privées spécialisées dans l'industrie du cuir, du textile, ainsi que dans la couture et la maintenance des machines de couture. Une autre convention a été signée entre la direction de la formation professionnelle de Bouira et l'association "Iqraa", lors d'une visite du wali Abdelkrim Laâmourî à Aïn Bessam. A rappeler, par ailleurs, que lors de sa visite à Bouira en avril dernier, l'ancien ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, avait insisté sur une formation intégrée combinant théorie et pratique afin d'équiper les stagiaires des compé-

tences requises répondant aux besoins des entreprises industrielles. Le ministre avait insisté également sur l'importance d'adopter des méthodes de formation innovantes, réellement adaptées aux attentes des opérateurs économiques, permettant ainsi aux stagiaires d'accéder plus facilement au marché du travail et de contribuer au développement du secteur industriel. Dans une démarche de valorisation des compétences nationales, le ministère de l'industrie avait appelé les retraités expérimentés du secteur industriel, notamment dans le domaine du textile et du cuir, à s'engager dans ce processus en participant à la formation des jeunes, au transfert du savoir-faire au sein des ateliers et des usines, et en intervenant en tant que formateurs au sein du centre.

EL TARF

Production de plus de 3 millions de quintaux
de tomates industrielles

Une production estimée à 3,4 millions de quintaux de tomates industrielles a été réalisée dans la wilaya d'El Tarf au titre de la campagne de récolte 2024-2025, lancée en juin dernier, a indiqué dimanche le chef du bureau de la production agricole à la Direction

des services agricoles (DSA), Zeïna Djouidi. La même source a précisé à l'APS que cette production de tomates industrielles a été réalisée sur une superficie de 4 540 hectares, dont 98 % irrigués par goutte-à-goutte et 2 % par aspersion, répartis sur les

communes de Dréan, Besbes, Ben M'hidi, Boutheldja et El Tarf. Soulignant que le rendement moyen a atteint 750 quintaux par hectare, la même source a indiqué que 2,148 millions de quintaux de la production totale ont été acheminés vers 7 uni-

tés de transformation implantées dans la wilaya, d'une capacité de traitement quotidienne de 10 700 tonnes, en plus de 9 autres unités de transformation situées dans les wilayas d'Annaba, de Skikda, de Guelma, de Sétif et de Mila, dont la capacité quotidienne s'élève à 24

850 tonnes. Elle a ajouté que la réalisation de cette production de tomates industrielles est principalement due aux mesures d'appui aux agriculteurs, à la fois par des aides financières, un accompagnement technique et un suivi de terrain.

EL BAYADH

Les communes de Aïn Larak et El Mehara bénéficient
de divers projets de développement

Les communes de Aïn Larak et El Mehara, relevant de la circonscription administrative d'El Abiodh Sidi Cheikh (wilaya d'El Bayadh), ont bénéficié de plusieurs projets de développement, selon les services de cette circonscription. Le wali délégué de la circonscription administrative d'El-Abiodh Sidi Cheikh, Maouden Abderabbi, a récemment effectué une visite d'inspection dans ces deux communes pour

s'enquérir de l'état d'avancement de plusieurs chantiers. A Aïn Larak, le wali délégué a inspecté plusieurs projets, notamment la réalisation d'un réservoir d'eau potable d'une capacité de 500 mètres cubes, destiné à améliorer l'approvisionnement en eau potable, la finalisation du renouvellement du réseau de distribution d'eau dans les quartiers Mahboubi Abdelkrim et Moulay El-Hocine, avec un délai de réalisation fixé à deux

mois, ainsi que l'avancement des travaux de pose de conduites pour le captage et la distribution d'eau à partir du puits Sidi El Hadj Benameur. A El Mehara, la visite du wali de cette circonscription de wilaya déléguée a porté sur le projet du raccordement au réseau de gaz naturel du regroupement d'habitations "village El Khodr". Ce projet, d'un montant de plus de 700 millions de dinars, vise à raccorder 130 habitations. Les travaux du réseau

de distribution sur une longueur d'environ 6 km sont achevés, tandis que les travaux de la conduite de transport, longue de 17 km, sont en cours, avec un taux d'avancement global de 82 %. Au cours de cette visite, le wali délégué a donné une série de directives aux responsables locaux et aux maîtres d'œuvre, en insistant sur l'accélération du rythme des travaux, le respect des délais impartis et de garantir la qualité des réalisations.

Les subventions des géants pétroliers et gaziers ont doublé depuis 2017 et atteignent \$35 milliards par an

Les entreprises du secteur des énergies fossiles pourraient engranger des milliards de dollars de crédits d'impôt si les législateurs ne prennent pas de mesures, avertissent les auteurs d'un nouveau rapport.

Par Mike Ludwig (*)

Les subventions fédérales accordées à l'industrie des combustibles fossiles ont plus que doublé depuis 2017 pour atteindre environ 34,8 milliards de dollars par an, selon une nouvelle analyse de Oil Change International. Les auteurs du rapport affirment que ce montant pourrait grimper à plusieurs centaines de milliards de dollars dans les années à venir si les législateurs ne parviennent pas à limiter les subventions accordées aux technologies controversées de recapture du carbone et d'hydrogène.

Alors que l'administration Trump tente d'étouffer la recherche sur le changement climatique et d'effacer des gros titres la crise mondiale qui s'intensifie, l'industrie des combustibles fossiles profite d'un retour sur investissement massif dans la classe politique américaine, avec au moins 445 millions de dollars dépensés pour influencer les élections de 2024. Malgré les efforts mondiaux pour passer à une énergie plus propre, l'administration réduit les réglementations et s'empresse d'approuver de nouvelles infrastructures qui garantiront la poursuite de l'utilisation des combustibles fossiles pendant des décennies — et des profits colossaux pour les actionnaires, Wall Street et les PDG.

Même si certains politiciens se font l'écho des avertissements de plus en plus alarmants des scientifiques sur la crise climatique, les subventions accordées aux secteurs du pétrole, du gaz, du charbon et de la pétrochimie n'ont fait qu'augmenter ces dernières années grâce à la législation adoptée sous les administrations Biden et Trump. Le projet de loi budgétaire du Parti républicain défendu par Donald Trump et promulgué en juillet a ajouté près de 40 milliards de dollars de subventions aux énergies fossiles pour la prochaine décennie, soit environ 4 milliards de dollars par an, tout en prolongeant les généreux allègements fiscaux accordés aux entreprises et aux ultra-riches, selon le rapport.

Joe Biden a fait de la fin des subventions aux énergies fossiles un élément majeur de son programme « Build Back Better », mais les législateurs ont ajouté des incitations en faveur des énergies fossiles lors des négociations finales de la loi sur la réduction de l'inflation (IRA) signée par Biden.

L'IRA a été saluée comme un investissement historique dans les énergies propres, mais les grandes compagnies pétrolières ont exercé de fortes pres-



sions sur les législateurs, tandis que ceux favorables à l'industrie, tels que le sénateur Joe Manchin, exigeaient des concessions de la part des démocrates et de la Maison Blanche. À l'instar d'autres projets de loi récents, l'IRA prévoit des subventions pour des projets de capture du carbone et d'hydrogène fossile, deux technologies controversées visant à prolonger la durée de vie de l'industrie pétrolière et gazière. Le fait de réorienter ces fonds publics vers d'autres secteurs que celui des énergies fossiles permettrait d'offrir une aide alimentaire à 3 millions de familles chaque année.

Pour calculer le montant total des subventions annuelles accordées à la production de combustibles fossiles, Oil Change International a examiné des milliards de dollars d'allègements fiscaux, l'accès à bas prix au forage sur les terres publiques, les lacunes réglementaires et les dépenses publiques directes consacrées au nettoyage des dégâts causés par l'industrie, notamment les marées noires dévastatrices et les milliers de mines et de puits de pétrole et de gaz abandonnés. Selon les chercheurs, le montant annuel estimé à 34,8 milliards de dollars dont bénéficie l'industrie des combustibles fossiles sous forme de subventions, de renflouements et d'allègements fiscaux est probablement sous-estimé.

Collin Rees, directeur de campagne américain chez Oil Change International et auteur du rapport, a déclaré que les contribuables dépensent 35 milliards de dollars chaque année pour soutenir un « système énergétique polluant et coûteux au lieu d'investir nos deniers publics dans des énergies renouvelables propres et abordables ». « Le coût pour le citoyen des subven-

tions aux énergies fossiles — à la fois les aides directes à l'industrie et les effets néfastes sur la santé publique, l'environnement local et le climat — dépasse largement les sommes dépensées pour réduire les prix de l'énergie pour les familles de travailleurs », a déclaré Rees dans un courriel.

Certaines subventions aux énergies fossiles existent depuis des décennies et, contrairement aux allègements fiscaux et aux incitations en faveur de l'énergie éolienne et solaire, elles sont généralement permanentes et n'ont pas besoin d'être renouvelées régulièrement par de nouvelles lois. Par exemple, depuis plus d'un siècle, les producteurs de pétrole et de gaz déduisent de leurs impôts ce qu'on appelle les « coûts de forage incorporels », ce qui signifie que les entreprises peuvent immédiatement déduire 100 % des coûts non liés à l'exploitation finale d'un puits de pétrole ou de gaz, selon le rapport. Cela inclut les coûts liés aux dépenses préparatoires de base de l'industrie, telles que les études et la main-d'œuvre.

Le gouvernement fédéral a accordé d'autres subventions aux technologies émergentes dont dépend l'industrie des combustibles fossiles pour rester compétitive alors que la crise climatique s'intensifie et que les énergies renouvelables deviennent de plus en plus populaires et bon marché. Depuis des années, le gouvernement fédéral investit dans des technologies de capture et de stockage du dioxyde de carbone, qui étaient autrefois présentées de manière controversée comme une solution climatique, mais qui sont aujourd'hui utilisées pour améliorer l'extraction de pétrole et de gaz à partir de puits vieillissants.

L'industrie a passé des années à faire

pression pour obtenir des incitations fiscales en faveur de la capture du carbone, et les projets de loi de dépenses signés par Biden et Trump comprenaient des crédits d'impôt nouveaux ou élargis pour la capture et le stockage du carbone. Le projet de loi budgétaire du Parti républicain signé par Trump a élargi ces crédits afin d'encourager la « récupération assistée du pétrole », qui consiste à injecter du dioxyde de carbone capté dans des puits de pétrole et de gaz vieillissants afin d'en extraire les réserves restantes.

Les écologistes soutiennent depuis longtemps que la capture du carbone n'est pas une solution à la crise climatique et ne sert qu'à prolonger la vie de l'industrie des combustibles fossiles. Une enquête menée en 2020 par l'inspecteur général du Trésor pour l'administration fiscale a révélé qu'environ 90 % des crédits d'impôt fédéraux pour la capture du carbone avaient été indûment réclamés, 10 demandeurs ayant reçu 894 millions de dollars de crédits d'impôt sans vérifier s'ils avaient séquestré du dioxyde de carbone.

Le Congrès a étendu les allègements fiscaux pour la capture du carbone en 2022 et 2025. Selon le rapport, des estimations gouvernementales et indépendantes ont révélé que les coûts potentiels des crédits d'impôt pour la capture, l'utilisation et le stockage du carbone pourraient s'élever à 100 milliards de dollars jusqu'en 2031, 835 milliards de dollars jusqu'en 2042 ou 3 600 milliards de dollars jusqu'en 2050.

Rees a déclaré que les chercheurs ont découvert qu'une grande partie des subventions accordées aux énergies fossiles est détournée vers les profits excessifs des entreprises du secteur. Selon Oil Change International, le fait de réorienter ces fonds publics vers d'autres secteurs que celui des énergies fossiles permettrait d'offrir une aide alimentaire à 3 millions de familles chaque année. Le même montant pourrait aider 54 millions de foyers à installer des panneaux solaires en l'espace d'une décennie.

« Le Congrès doit s'opposer aux grandes compagnies pétrolières et gazières, supprimer les subventions aux énergies fossiles et réorienter ces milliards vers ce dont nos communautés ont réellement besoin : des soins de santé, des logements et une énergie propre, abordable et renouvelable », a déclaré Rees.

(*) Journaliste chez Truthout, basé à La Nouvelle-Orléans.

Source : Mike Ludwig, publié le 09-09-2025

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

ARABIE SAOUDITE

Ryadh prévoit un déficit budgétaire deux fois plus important que prévu en 2025

L'Arabie saoudite a annoncé mardi prévoir un déficit budgétaire d'environ 5,3% du Produit intérieur brut (PIB) en 2025, plus du double des 2,3% annoncés fin 2024, en raison de dépenses plus importantes que prévues et de la baisse des recettes pétrolières. Selon les projections préliminaires du ministère saoudien des Finances, le déficit budgétaire devrait se maintenir à un niveau élevé en 2026 pour atteindre 165 milliards de rials (environ 44 milliards de dollars), soit 3,3% du PIB. Les dépenses devraient s'élever à 1.313 milliards de rials (environ 349 milliards de dollars) et les recettes à 1.147 milliards de rials. Les autorités prévoient une croissance du PIB réel de 4,4% en 2025, soutenue par la hausse des "activités non pétrolières de 5%" et une croissance de 4,6% en 2026. La monarchie du Golfe, première économie du monde arabe, est engagée dans un vaste programme de réformes visant à réduire sa dépendance à l'or noir, misant sur le développement du tourisme et des affaires, notamment des mégaprojets comme NEOM, une mégapole futuriste en plein désert. Ces projets représentent un lourd coût pour les finances publiques, les recettes de l'Etat devant baisser de 13,4% par rapport à 2024. Aramco, premier exportateur de pétrole au monde et pilier de l'économie saoudienne, a subi une baisse de ses bénéfices pendant dix trimestres consécutifs depuis ses résultats record fin 2022. Le fleuron saoudien a ainsi vu ses bénéfices baisser en rythme annuel de 4,6% au premier trimestre de l'année, puis de 22% au deuxième trimestre. Le ministère des Finances table aussi sur des déficits budgétaires de 2,3% du PIB en 2027 et de 2,2% en 2028.

LE TOURISME EN TUNISIE À L'ÈRE DU DIGITAL

Vers une transformation innovante

En deux décennies, les technologies numériques, c'est-à-dire celles qui traitent des contenus numériques se sont imposées comme l'un des facteurs clés de la performance des entreprises, mais également des destinations touristiques.

La technologie touristique ou « travel tech » est l'application des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'industrie du voyage et de l'hôtellerie pour améliorer les expériences des voyageurs et l'efficacité des entreprises.

Outils innovants

Elle inclut des outils tels que les systèmes de réservation en ligne, les applications mobiles, la réalité virtuelle et augmentée, l'IA, l'Internet des objets (IoT), et le cloud computing, qui transforment la manière dont les voyages sont planifiés, vécus et gérés, avec un accent croissant sur la personnalisation, l'immersion et le tourisme durable.

Selon des données publiées par le portail « Entrepreneurs of Tunisia » qui met en lumière les acteurs clés de l'écosystème startups tunisien, la Tunisie compte 79 startups opérant dans le touristique technologique, dont 81% sont labélisées. La majorité de ces structures œuvrent dans le service (37%). Le culturel accapare 19% des startups, alors que l'éco-tourisme et l'artisanat sont la spécialisation de, respectivement, 16 et 15% des jeunes entreprises. Enfin, on trouve le culinaire (9%) et le médical (4%).

Les femmes jouent un rôle majeur dans le secteur, puisque 49,4% des startups sont cofondées par une femme alors que géographiquement, l'essentiel de ces startups est



concentré dans le Nord (81,5%). Le centre et le sud du pays n'abritent, respectivement, que 12,3 et 6,2% des startups.

L'impératif de lancer un incubateur tunisien

Dans ce contexte, il est impératif aujourd'hui de lancer un incubateur tunisien spécialisé dans les technologies touristiques. L'idée n'est pas théorique. Le pays dispose déjà de technopôles capables de porter une telle structure, comme ceux de la Société des Technopôles de Tunisie (S2T). Ces espaces d'innovation, déjà actifs, peuvent servir de socle. L'incubateur aurait pour vocation à devenir

un lieu d'articulation entre startups, chercheurs, institutions touristiques et acteurs publics. Il permettrait d'accompagner des entreprises dans les domaines de l'IA, de la réalité augmentée ou de la gestion prédictive appliquée au tourisme. Il pourrait représenter aussi une plateforme de partage de données, d'accès à des financements ciblés et d'ouverture sur des réseaux internationaux. L'enjeu dépasse la seule modernisation technologique. Il s'agit, pour la Tunisie, de se positionner dans un marché touristique en recomposition, où l'innovation est désormais un facteur de compétitivité au même titre que les infrastructures ou le patrimoine.

MWANI QATAR

Plus de 1,11 million de conteneurs traités en neuf mois, en hausse de 2 % sur un an

Mwani Qatar a annoncé avoir traité plus de 1,11 million d'EVP au cours des neuf premiers mois de l'année 2025 (janvier-septembre), enregistrant une croissance

d'environ 2 % par rapport à la même période de l'année précédente, confirmant ainsi son rôle essentiel dans le soutien de l'économie nationale. Mwani Qatar a indiqué au-

jourd'hui, via sa plateforme X, avoir accueilli 2 276 navires au cours des neuf premiers mois de l'année. Les données montrent que plus de 1,34 million de tonnes de

marchandises diverses et en vrac ont été traitées, dont 91 266 unités de véhicules et d'équipements, 403 868 têtes de bétail et 488 069 tonnes de matériaux de construction.

ÉGYPTE

Le Caire officialise sa stratégie nationale pour les villes intelligentes

Avec plus de 110 millions d'habitants et une urbanisation rapide, l'Égypte fait face à une forte densité urbaine. Dans ce contexte de pression démographique, les villes intelligentes s'imposent comme une solution pour améliorer la mobilité, moderniser les services publics et soutenir un développement durable. En Égypte, le ministère du Logement et des Communautés urbaines a lancé, mardi 30 septembre, la Stratégie nationale pour les villes intelligentes. L'initiative vise à intégrer technologies avancées, durabilité et gouvernance citoyenne dans le développement des villes existantes et nouvelles à travers le pays.

« Cette stratégie constitue un changement transformateur dans l'agenda urbain de l'Égypte. Elle répond aux défis de l'urbanisation rapide, aux pressions climatiques et à la justice spatiale, tout en ouvrant de nouvelles opportunités de croissance économique et d'inclusion sociale. Le citoyen reste au cœur de cette démarche », a déclaré Manal Awad (photo), ministre du Développement local et ministre par intérim de l'Environnement, lors du lancement officiel.

La stratégie prévoit de moderniser les villes existantes en améliorant les infrastructures, les services et en restructurant les zones informelles. Parallèlement, elle envisage la création de nou-

velles villes intelligentes pour faire face à la croissance démographique et favoriser l'innovation. Ces villes intelligentes combinent infrastructures connectées, transports intelligents, gestion optimisée de l'énergie et de l'eau, services publics numériques. Cette initiative s'inscrit dans un contexte régional où les villes africaines font face à une urbanisation rapide et à des défis numériques considérables. Selon l'ONU-Habitat, l'Afrique connaîtra un doublement de sa population urbaine d'ici 2050, rendant cruciale l'intégration des technologies intelligentes pour gérer la mobilité, l'énergie et les services publics. L'Égypte, avec sa population dense et

concentrée majoritairement dans les zones urbaines, est confrontée à ces mêmes pressions et cherche à se positionner comme un pôle de smart cities en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

Si elle est pleinement mise en œuvre, cette stratégie pourrait transformer la vie quotidienne des Égyptiens en rendant les villes plus efficaces, sûres et inclusives. Pour un pays de plus de 110 millions d'habitants, elle offre l'opportunité de réduire les congestions, améliorer l'accès aux services, stimuler l'emploi dans les secteurs du numérique et de l'urbanisme intelligent, tout en renforçant la résilience face aux défis climatiques.

GHANA

GOIL prévoit d'élargir l'offre de GPL face à la demande croissante

Le Ghana cherche à promouvoir la cuisson propre. Le gaz de pétrole liquéfié (GPL) est un axe stratégique de la concrétisation de cette ambition notamment à travers la deuxième usine de traitement du gaz qui succèdera à celle d'Atuabo, dans l'ouest du pays.

La société GOIL PLC, acteur important de la distribution d'hydrocarbures au Ghana, prévoit de mettre en service 12 000 tonnes supplémentaires de capacité de stockage de gaz de pétrole liquéfié (GPL). Le projet évalué à 50 millions USD vise à répondre à une demande nationale croissante et à renforcer la sécurité énergétique du pays. Il implique l'élargissement des infrastructures existantes pour accueillir de nouveaux réservoirs et étendre le réseau de stations dans plusieurs régions, notamment Accra et Kumasi. GOIL prévoit aussi de moderniser ses terminaux logistiques, dont celui de Tema déjà équipé d'un terminal de bûte modifié utilisé pour les applications routières. Selon la direction, les nouvelles installations permettront d'accroître la couverture de stockage, actuellement limitée à deux à trois semaines des besoins nationaux, et d'assurer un approvisionnement plus stable sur tout le territoire. En 2023, la consommation ghanéenne de GPL a atteint 317 465 tonnes, en hausse d'environ 4% sur un an selon la



Ghana Chamber of Bulk Oil Distributors (CBOD). Pour le premier semestre 2024, la National Petroleum Authority (NPA) l'évalue à près de 161 000 tonnes, soit environ 6% du total des produits pétroliers distribués. Le régulateur souligne que les stocks nationaux ne cou-

vraient que 1,4 semaine de demande, révélant la vulnérabilité de l'approvisionnement. D'après l'Energy Commission, l'agence publique chargée de la planification énergétique, la part du GPL dans la consommation du pays atteignait déjà 7% à 8% en 2023, confirmant son rôle croissant dans la transition vers des usages domestiques plus propres. Ce renforcement s'inscrit en effet dans la stratégie nationale visant à promouvoir l'usage du GPL dans les ménages et à réduire la dépendance au charbon de bois, plus polluant. Une dynamique qui met sous pression les capacités de stockage et de distribution, d'où la volonté de GOIL d'anticiper les risques de pénurie et de stabiliser le marché intérieur. La société mise également sur les paiements numériques pour faciliter l'accès au combustible dans les zones rurales et améliorer la traçabilité des ventes. À terme, son projet vise à renforcer la résilience énergétique du Ghana et à la positionner comme un acteur clé de la transition énergétique du pays.

SEYCHELLES

Les îles lancent un projet solaire flottant pour réduire la dépendance au fossile

Le solaire flottant se présente comme une solution énergétique adaptée aux pays insulaires. Il contribue à la décarbonation, renforce la sécurité énergétique et permet d'optimiser la gestion foncière, tout en ouvrant de nouvelles perspectives pour diversifier le mix électrique. Pour réduire sa dépendance énergétique aux produits pétroliers importés, la République des Seychelles a signé via la Public Utilities Corporation (PUC) un contrat d'achat d'électricité de 25

ans avec le groupe français Qair. Cette électricité doit provenir d'une centrale solaire flottante de 5,8 MW dont la construction a été lancée le mardi 30 septembre dans le lagon de Providence, sur l'île de Mahé. La mise en service de cette centrale baptisée Seysun Lagoon Floating PV est prévue pour 2026. Elle intègre la feuille de route énergétique des Seychelles qui vise à porter à 15% la part des énergies renouvelables dans le mix national d'ici 2030, selon leurs ressources déter-

minées. En optant pour le solaire flottant, l'archipel choisit la durabilité, mais aussi une solution adaptée à ses contraintes foncières. Le financement du projet a été bouclé en août dernier grâce à un prêt senior de 5,7 millions USD accordé par la Facility for Energy Inclusion (FEI), gérée par Cygnum Capital. Son lancement a réuni plusieurs membres du gouvernement ainsi que l'ambassadrice de France, ce qui illustre l'importance politique et diplomatique qui lui est accordée.

Le soutien de la FEI montre aussi le rôle des instruments financiers spécialisés pour appuyer des projets de taille modeste, mais stratégiques pour la sécurité énergétique des petits pays insulaires. Seysun Lagoon ne bouleversera pas totalement la domination du fossile dans la production d'électricité aux Seychelles. Elle ouvre cependant une voie nouvelle qui pourrait être consolidée par d'autres projets et réduire progressivement la vulnérabilité énergétique de l'archipel.

BOTSWANA

Lotus lance d'autres forages pour accroître le potentiel uranifère du projet Letlhakane

Publiée en mars 2025 par Lotus, l'étude de cadrage de Letlhakane décrit une mine d'un coût de 465 millions \$, affichant une capacité annuelle de 3 millions de livres d'uranium sur 10 ans. Le document reposait alors sur les quelque 113 millions de livres de ressources du projet. Dans une note publiée le jeudi 2 octobre, Lotus Resources a annoncé le démarrage d'une nouvelle campagne d'exploration sur son projet d'uranium Letlhakane au Botswana. Le programme prévu pour s'étaler sur quatre mois vise à accroître les 113 millions

de livres de ressources minérales de ce gisement, et par extension à en « renforcer davantage la rentabilité et le potentiel de développement ». Pour y parvenir, Lotus compte réaliser jusqu'à 12 000 mètres de forage à circulation inverse (RC) et 1500 m de forage au diamant sur plusieurs cibles de prospection. Une foreuse RC mène actuellement les opérations, en attendant la mobilisation prochaine d'une foreuse au diamant. Le coût total de la campagne n'a pas été précisé, mais l'annonce survient quelques semaines après que Lotus a annoncé son projet

de lever 42 millions USD pour soutenir ses plans. La mise en œuvre de ce programme d'exploration s'inscrit aussi, apprend-on, dans le cadre de l'étude de pré faisabilité du projet. Lotus souhaite en effet appuyer ce document avec les résultats des forages, avec pour but d'optimiser les paramètres économiques retenus dans l'étude de cadrage de Letlhakane. Publiée en mars dernier, ladite étude décrit une future mine capable de produire 3 millions de livres d'uranium par an sur 10 ans, moyennant un investissement de 465 millions USD.

Lotus prévoit d'achever l'étude de pré faisabilité au second semestre 2026. En attendant, la société devrait poursuivre parallèlement les opérations à Kayelekera, une mine d'uranium qu'elle a relancée au Malawi en août dernier. Grâce à cet actif et au développement d'une future mine à Letlhakane, la société ambitionne d'atteindre une production combinée de 6 millions de livres/an. De quoi se positionner pour tirer profit de la croissance prévue de la demande uranifère d'ici la prochaine décennie.

TANZANIE

Yas mise sur les smartphones abordables pour booster l'Internet mobile

Les smartphones sont les principaux canaux d'accès à l'Internet mobile. Toutefois, leur coût reste un frein majeur, limitant l'adoption et restreignant l'accès à des services numériques essentiels. La société de téléphonie mobile Yas Tanzania, filiale d'Axian Telecom, met en œuvre un programme de financement de smartphones en partenariat avec le fabricant chinois ZTE, selon la presse locale. À travers cette initiative qui permet aux clients d'acheter des appareils avec des paiements échelonnés, l'opérateur télécoms se donne les moyens de consolider sa position sur le marché national, en particulier dans l'Internet mobile. « Chez Yas, notre mission va au-delà de la fourniture de connectivité. Nous voulons donner aux Tanzaniens les moyens d'accéder à des smartphones abordables et à un Internet fiable, ouvrant ainsi des opportunités dans l'éducation, les affaires et la vie quotidienne », a déclaré Jorge Soto, directeur commercial de Yas, la semaine dernière lors du lancement de nouveaux modèles de téléphones de la société chinoise, selon Daily News. L'Association mondiale des opérateurs de téléphonie (GSMA) souligne que le coût des terminaux compatibles, notamment les smartphones, constitue l'un des principaux freins à l'adoption d'Internet mobile. En 2023, environ 40 millions de Tanzaniens n'utilisaient pas du tout Internet mobile, ce qui place le pays au 4^e rang africain pour l'écart d'utilisation, à égalité avec la RDC. La Tanzanie comptait 66,6 millions d'habitants cette année-là, selon la Banque mondiale.

DÉMISSION DE SÉBASTIEN LECORNU

Les marchés financiers plongent dans un épais brouillard

Le CAC 40 a chuté lourdement ce lundi matin au moment de la démission du premier ministre. Le marché de la dette publique française retourne, lui, à son niveau de décembre 2024.

L'indice phare de la Bourse de Paris, le CAC 40, dégringole de près de 2% ce lundi matin peu après l'annonce de la démission du premier ministre Sébastien Lecornu. Le marché de la dette publique française est également très vivement secoué après ce nouveau rebondissement d'une crise politique qui ne cesse de s'enliser.

Les taux de la dette française flambent

Le taux à 10 ans des OAT (les obligations assimilables du Trésor français) a bondi momentanément à 3,61% avant de redescendre à 3,57%, en hausse de 7 points de base. «Si le seuil des 3,60% est franchi, la dette française pourrait être exposée à des attaques massives, amplifiant la nervosité des marchés», s'est inquiété Antoine Andreani, qui dirige la recherche chez XTB France. L'écart (ou «spread») avec les taux allemands de même échéance, la référence de la zone euro, a quant à lui atteint 89 points de base, proche de son sommet du mois de décembre 2024, lors de la démission de Michel Barnier. Ces derniers temps, le rendement exigé

par les investisseurs pour accepter la dette française s'est nettement accru. Le taux des OAT à 10 ans évoluait autour de 3,2 % au début de l'été. Les taux français ont dépassé à plusieurs reprises ceux de l'Italie, ce qui fait de la France le plus mauvais élève de la zone euro. L'Espagne, le Portugal ou la Grèce empruntent depuis des mois à des conditions plus favorables que la France.

Les banques en première ligne

Sur le marché des actions, comme à chaque coup de tonnerre, les banques se retrouvent en première ligne. Société générale, Crédit Agricole et BNP Paribas perdaient entre 5,5 % et 7,5 % ce lundi matin. À chaque rebondissement de la crise politique, les banques souffrent en Bourse. «Les banques sont des acteurs essentiellement domestiques, elles sont donc particulièrement sensibles à l'incertitude politique», explique un professionnel. «Pour les banques, la situation actuelle est doublement pénalisante, elles sont confrontées au risque de ralentissement économique en cas de crise politique profonde et pâtissent par le

biais de leurs activités de crédit de la hausse des taux d'intérêt», expliquait récemment Kevin Thozet, membre du comité d'investissement de chez Carmignac.

Les marchés plongés dans l'inconnu

Depuis la dissolution du mois de juin 2024, l'image de la France auprès des investisseurs a été sérieusement écornée. L'instabilité politique et la hausse des taux d'intérêt qui en découle sont une très mauvaise nouvelle pour les marchés d'actions. La flambée des taux tend ainsi à renchérir le coût de la dette et pèse ainsi à terme sur les investissements qui sont la promesse de dividendes futurs. Elle tend également à déplacer des

sommes investies sur les marchés d'actions vers des produits de taux devenus plus attractifs. Cette crise politique dont on ne voit toujours pas le bout, plonge le pays dans une impasse et les investisseurs dans un épais brouillard. L'envolée des taux d'intérêt est une lourde menace. Elle risque de précipiter la France dans un cercle vicieux où la charge de la dette ne cesse de gonfler, nécessitant de nouveaux emprunts et alourdissant encore le fardeau porté par le pays, déjà supérieur à 3400 milliards d'euros. La valse incessante des gouvernements empêche de s'attaquer sérieusement à la dette et de réduire les déficits. Cette impasse risque, à terme, de freiner la croissance et par ricochet l'activité et les résultats des entreprises.

BOURSE ZURICH

Vers une entame de semaine en petite forme

La Bourse suisse avançait à tâtons à l'aube des premiers échanges lundi, privée comme ses consœurs d'indicateurs clés du fait du blocage budgétaire au pays de l'oncle Sam. Les indices new-yorkais ont bouclé la semaine précédente en ordre dispersé. "Malgré cette paralysie, les marchés ont montré une résilience remarquable, le S&P 500 terminant le troisième trimestre en hausse de près de 8%, le Nasdaq de 11% et le Russell 2000 de 12%," relève John Plassard associé chez Cité Gestion. Au Japon, l'élection ce lundi de la nationaliste Sanae Takaichi comme cheffe du parti au pouvoir au Japon donnait des ailes à la Bourse tokyoïte. Désormais pressentie comme Première ministre, Mme Takaichi soutient un assouplissement monétaire agressif et d'importantes dépenses budgétaires faisant écho aux "Abenomics". De ce côté de l'Atlantique, l'actualité conjoncturelle risque de se résumer au commerce de détail en zone euro et à l'évolution du taux de chômage en Suisse. Divers représentants de banques centrales ont aussi agendé des allocutions.

L'agenda des entreprises helvétiques est, lui, particulièrement vide. A 08h10, le pré-SMI extrapolé par Julius Bär laissait entrevoir une ouverture en hausse de 0,16% à 12'527,68 points. Le gestionnaire de marques de luxe Richemont (+0,6%) profitait du relèvement par Goldman Sachs comme par Citigroup de son objectif de cours pour se parer d'un peu plus d'éclat que l'ensemble des autres valeurs vedettes. L'obtention par Roche (bon +0,1%) d'une certification européenne pour un algorithme développé par un partenaire pour évaluer les fonctions rénales laissait par contre les investisseurs de marbre. Son voisin et concurrent Novartis s'enrobait d'autant, sans information particulière, tout comme d'ailleurs l'ensemble des autres composantes de l'indice phare de la place zurichoise. Le conglomérat industriel schwytois Oerlikon (-0,1%) et le fabricant de puces zurichois U-blox (+0,5%) constituaient les deux extrémités d'un marché élargi essentiellement concentré autour de +0,1% également.

POINT-MARCHÉS

L'Europe ouvre en légère baisse

Les principales Bourses européennes sont dans le rouge en début de séance après une semaine plutôt solide, tandis que la situation politique en France provoque de nouveaux remous, la composition du nouveau gouvernement de Sébastien Lecornu suscitant des critiques parmi certains de ses membres. À Paris, le CAC 40 perd 0,64% à 8.029,68 points vers 07h07 GMT. À Francfort, le Dax recule de 0,03% et à Londres, le FTSE

100 cède 0,07%. L'indice Euro-Stoxx 50 est en baisse de 0,13%, le FTSEurofirst 300 cède 0,04% et le Stoxx 600 de abandonne 0,06%. Si les Bourses européennes enregistrent une légère baisse lors des premières transactions lundi, celle de Paris souffre davantage, pénalisée par les craintes concernant l'avenir du nouveau gouvernement français dévoilé dimanche et déjà très critiqué pour certains de ses membres, en particulier le ministre de l'Intérieur reconduit, Bruno

Retailleau. Celui qui est également le chef de file des Républicains (LR) a dit, moins de deux heures après avoir été reconduit à son poste dimanche soir, que la composition du gouvernement ne reflétait pas la rupture promise. La nomination surprise de Bruno Le Maire, ancien ministre de l'Economie et des Finances, au ministère des Armées, semble être en fait un sujet de crispation pour LR, dans le contexte de la situation budgétaire actuelle de la France. Xavier Ber-

trand, président LR des Hauts-de-France a dit lundi vouloir le départ de sa formation du gouvernement Lecornu. Face au regain des tensions politiques, le rendement de l'OAT à dix ans prend 5 points de base à 3,5616%. Au programme du jour, les investisseurs examineront l'indice Sentix et les ventes au détail de la zone euro, ainsi que les propos d'un certain nombre de responsables de la Banque centrale européenne (BCE), dont sa pré-

sidente Christine Lagarde, qui doit s'exprimer dans la soirée lors de la session plénière du Parlement européen à Strasbourg. Aux valeurs, les banques françaises Société générale, BNP Paribas et Crédit agricole reculent entre 4% et 2% à l'ouverture après l'annonce, dimanche soir, de la composition du nouveau gouvernement français. Aston Martin recule 8,9% après avoir émis un avertissement sur ses résultats annuels.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 03 Octobre 2025					
Valeur : 07 Octobre 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.4792	129.4942
1	EUR	EURO		151.9697	152.0003
1	GBP	POUND STERLING		174.2420	174.3560
100	JPY	JAPANESE YEN		87.8421	87.8761
1	CNY	CHINESE YUAN		18.1850	18.1899
1	CHF	SWISS FRANC		162.3564	162.4770
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		92.7169	92.7476
1	DKK	DANISH KRONE		20.3513	20.3553
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.7845	13.7987
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.9968	13.0016
1	AED	UAE DIRHAM		35.2497	35.2576
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5232	34.5290
1	KWD	KUWAITI DINAR		423.2730	423.4604
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.1820	44.6261
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2277	14.2294
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.9006	24.0231
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2484	3.2585
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.7041	177.7041

DÉMISSION DE SÉBASTIEN LECORNU

L'écart entre les taux d'emprunt de la France et de l'Allemagne flambe

La démission surprise du premier ministre Sébastien Lecornu ce lundi a fait bondir le coût de l'emprunt français à dix ans, faisant grimper le «spread» à son plus haut depuis janvier.

La tension monte encore d'un cran sur la dette française. Ce lundi 6 octobre, la démission surprise du premier ministre Sébastien Lecornu a déclenché une nouvelle poussée de nervosité sur les marchés obligataires. Le coût de l'emprunt français à dix ans a bondi de plus de 9 points de base et a momentanément dépassé 3,6%, avant de redescendre à 3,57%. Dans le même temps, le taux allemand de référence s'établissait à 2,72%. Résultat : le «spread» - l'écart de taux d'intérêt entre la France et l'Allemagne - a grimpé à 89 points de base, au plus haut depuis janvier. À 10h30, il était redescendu à 86,6 points de base. Cet indicateur, scruté de près par les investisseurs, mesure la prime de risque associée à la dette française. Plus le «spread» s'élargit, plus le marché considère qu'il est plus risqué de prêter à Paris plutôt qu'à

Berlin. En d'autres termes, la France doit offrir une rémunération supérieure pour attirer les acheteurs de ses titres. Cette augmentation du «spread» alourdit donc la charge de la dette, déjà estimée à plus de 3400 milliards d'euros. Elle affecte aussi les banques françaises, fortement exposées aux titres souverains, dont les portefeuilles perdent de la valeur lorsque les taux montent. Enfin, elle renchérit les coûts de financement des entreprises.

Contraste avec l'Italie

Cette nouvelle hausse du «spread» rappelle les tensions observées à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024, lorsque cet indicateur avait brièvement dépassé 81 points de base. La nomination du gouvernement Bayrou n'avait pas suffi à apaiser durablement les mar-

chés. Les investisseurs doutent de la capacité de la France à redresser ses comptes publics dans un contexte politique mouvant, alors que le précédent gouvernement Bayrou visait un déficit à 5,4% cette année. La dégradation de la situation budgétaire française contraste avec le redressement observé en Italie. Longtemps mauvais élève de la zone euro, Rome a profité de la stabilité politique inédite de la coalition de Giorgia Meloni pour engager une consolidation budgétaire sans précédent : retour à un excédent primaire, déficit réduit sous les 3% du PIB en 2025 et note souveraine relevée par l'agence S&P. Résultat : les taux italiens à 5 ans sont désormais au même niveau que les taux français. La crise politique tricolore ne laisse plus guère de doute sur une probable dégradation de la note souveraine française par Moody's à la fin du mois.

ITALIE

L'étonnant retour dans les clous du déficit budgétaire italien

Pour la Première ministre Giorgia Meloni, c'est la meilleure façon de fêter ses trois ans au pouvoir. L'Italie ramènera dès 2025 son déficit public au seuil symbolique des 3 % du PIB demandé par Bruxelles. Une première depuis la pandémie. L'annonce a été faite à l'issue du Conseil des ministres, jeudi soir. Ce sérieux budgétaire devrait permettre à Rome de sortir de la procédure européenne pour déficit excessif en avance sur le calendrier prévu. Le ministre de l'Economie Giancarlo Giorgetti vante le « travail sé-

rieux et discret » de son gouvernement, qui a « remis l'Italie sur la bonne voie », celle d'un meilleur contrôle de ses finances publiques et d'une baisse constante du déficit public, passé de 7,2 % en 2023 à 3,4 % en 2024, bien en deçà de l'objectif initialement fixé à 3,8 %. En avril dernier, il escomptait un déficit de 3,3 % en 2025. Il sera finalement moindre. L'objectif de déficit à 2,8 % fixé pour 2026 a également été maintenu. La trajectoire des finances publiques italiennes prévoit désormais un déficit à 2,6 % en 2027 et 2,3 % en 2028. De quoi conforter le jugement de Fitch,

qui a relevé la note de crédit italienne le mois dernier de BBB à BBB+. Un choix justifié par « des améliorations structurelles des rentrées fiscales et un contrôle rigoureux des dépenses publiques ». Chute des exportations La confiance des marchés ne se manifeste pas qu'avec des lettres, mais surtout avec des chiffres. En juillet, l'Etat italien empruntait moins cher que la France, à échéance de 5 ans, pour la première fois depuis deux décennies. Le spread, l'écart de taux à 10 ans entre l'Italie et l'Allemagne, est descendu sous la barre des 80

points de base, un niveau inédit depuis 2010. Le Trésor italien chiffre « cette prime au sérieux budgétaire » à 10 milliards d'euros d'économies entre 2025 et 2026, grâce à la stabilité des taux d'emprunt. Tous les chiffres ne sont pas aussi flatteurs. La péninsule reste le deuxième pays le plus endetté d'Europe, à 137,9 % de son PIB au premier trimestre 2025. En attendant d'avoir les chiffres du gouvernement, la banque d'affaires Morgan Stanley ne prévoyait plus une stabilisation de la dette publique mais sa hausse à 139,7 % du PIB en 2026.

TADJIKISTAN

L'Etat compte sur ses gigantesques réserves d'antimoine pour relancer son économie

En Asie centrale, la course aux métaux rares est alimentée par une demande mondiale toujours plus forte, notamment pour l'antimoine, ce minéral nécessaire à la transition énergétique et à l'industrie de l'armement. Dans un labyrinthe de tunnels creusés dans de hautes montagnes d'Asie centrale, des mineurs s'affairent à chercher de l'antimoine au Tadjikistan, deuxième producteur mondial de ce métal critique dont la demande mondiale explose. "Nous effectuons des travaux de forage pour déterminer quelles sont les ressources minérales souterraines", résume Imonkhassan Iorov, l'un des quelque 1.500 employés de l'entreprise tadjike Talco Gold, qui a accordé à l'AFP un rare accès sur le site de Saritag (ouest). Fourmillant dans la cinquantaine de kilomètres de galeries souterraines, les mi-

neurs prospectent pour trouver de l'or mais surtout, caché profondément dans la roche, de l'antimoine. Ce métal gris argenté aux propriétés multiples est utilisé tant pour la transition énergétique, intégré aux batteries de véhicules électriques ou installations photovoltaïques, que par l'industrie de l'armement, renforçant blindages et munitions. Des montagnes du Tadjikistan et du Kirghizstan aux steppes du Kazakhstan, en passant par les déserts d'Ouzbékistan et du Turkménistan, toute la région vibre au rythme des découvertes de métaux et terres rares. Ces dernières années, la Russie, l'Union européenne, les États-Unis, des pays arabes et asiatiques se sont lancés dans la chasse aux immenses réserves centrasiatiques pour réduire leur dépendance à la Chine, dominant le secteur.

25% de la production mondiale

Chez Talco Gold, chaque équipe "fore 50 mètres pour l'exploration géologique" afin de récupérer des échantillons et "creuse 54 mètres de tunnels" en une demi-journée, explique Kholmakhmad Khakimzoda, chargé des travaux souterrains de ce gisement exploité conjointement avec Pékin, très implanté en Asie centrale. "De très nombreux gisements d'antimoine se trouvent au Tadjikistan", dit Mourod Djoumazoda, directeur-adjoint de Talco Gold, qui pèse 10% du marché mondial de l'antimoine. Selon l'Institut d'études géologiques des États-Unis (USGS), la Chine représente près de la moitié de la production mondiale d'antimoine, suivie du Tadjikistan (25%), avec 21.000 tonnes en 2023.

"On extrait l'antimoine aussi bien par des méthodes souterraines qu'à ciel ouvert", explique Mourod Djoumazoda, face à un ballet de véhicules et d'équipements neufs principalement chinois, mais aussi suédois et finlandais, concassant la roche dans des carrières. À l'instar du tungstène, du cobalt ou du magnésium, l'antimoine fait partie des 34 matières premières classées "critiques" par l'Union européenne, craignant une pénurie causée par "la concentration d'une part importante de la production mondiale dans quelques pays" et d'un manque d'alternatives. Ce métal est rare et cher : en 2023, 54% des importations européennes provenaient du Tadjikistan, selon Bruxelles, et son prix a atteint des records l'an passé après les restrictions d'exportations chinoises.

SUISSE

Le taux de chômage se maintient à 2,8% en septembre

Le taux de chômage en Suisse est maintenu à 2,8% en septembre, a annoncé lundi le ministère de l'économie, en dépit des inquiétudes quant aux répercussions des droits de douane américains sur l'emploi. Fin septembre, 133.233 personnes étaient inscrites auprès des offices régionaux de placement, soit 1128 de plus qu'en août, sans incidence statistique, selon ses relevés. Le chômage des jeunes s'est maintenu à 3,2% durant le mois écoulé et est également resté inchangé à 2,5% chez les personnes de 50 ans et plus, a indiqué le ministère de l'économie dans un communiqué. Le nombre d'offres d'emplois dans les offices régionaux de placements a quant à lui reculé de 1,3%, avec 37.372 postes à pourvoir, soit 493 de moins que le mois précédent. Les droits de douane de 39% imposés en août par la Maison Blanche aux produits helvétiques suscitent des inquiétudes pour le marché de l'emploi, en particulier dans le secteur de l'horlogerie et parmi les petites et moyennes entreprises (PME) industrielles.

La croissance de l'emploi revue à la baisse

Dans ses prévisions d'automne, le centre de recherches conjoncturelles de l'école polytechnique fédérale de Zurich a souligné que le marché du travail «se refroidit sensiblement» et a réduit sa prévision de croissance de l'emploi pour l'ensemble de l'année 2025 à 0,3% (contre 0,6% auparavant). Cet institut zurichois a en conséquence légèrement abaissé sa prévision pour la croissance de consommation privée, un des soutiens de l'économie suisse, la réduisant de 0,1 point de pourcentage pour la ramener à 1,4%. Le taux de chômage en Suisse avait son plus bas niveau en vingt-deux en 2023, à 2%, mais s'était légèrement redressé en 2024, à 2,4%. Il a débuté l'année 2025 à 2,9% mais a ensuite légèrement fléchi pour revenir à 2,7% entre mai et juillet, avant de remonter légèrement à 2,8% en août.

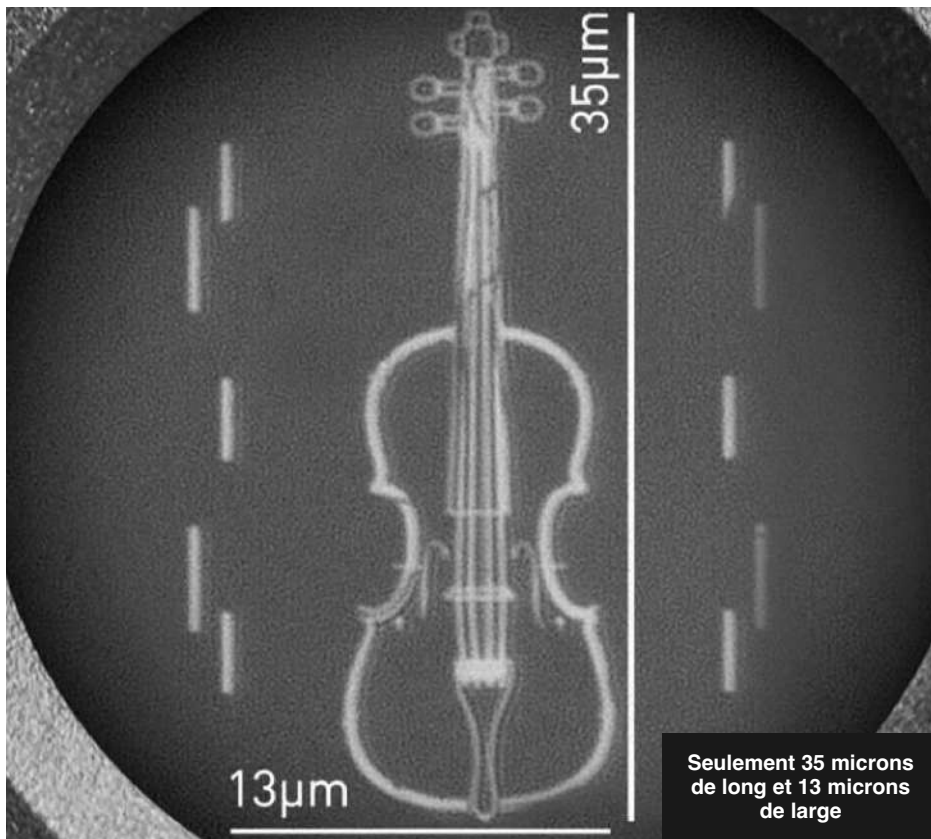
Pourquoi des physiciens ont-ils créé le plus petit violon du monde ?

Des physiciens britanniques ont fabriqué un violon en platine de 35 microns de long, soit plus petit qu'un cheveu humain. Cette prouesse technique n'est pas un caprice scientifique, mais la démonstration d'un nouveau système de nanolithographie destiné à révolutionner le stockage de données et l'informatique quantique.

Les chercheurs de l'Université de Loughborough affirment avoir conçu « le plus petit violon du monde » : une structure en platine de 35 microns de long et 13 microns de large. À titre de comparaison, un cheveu humain mesure de 17 à 180 microns de diamètre, tandis qu'un tardigrade peut atteindre 1 200 microns. Ce minuscule instrument, invisible à l'œil nu, n'est pas destiné à être joué, mais à démontrer les performances du nouveau système de nanolithographie du laboratoire.

Des scientifiques ont mis au point un violon invisible à l'œil nu

Cet objet microscopique, photographié aux côtés d'un cheveu grâce à un microscope numérique Keyence VHX-7000N, n'est évidemment pas un instrument jouable. Il s'agit d'une image microscopique conçue pour tester la précision d'un équipement de nanolithographie flambant neuf. Le projet fait écho à l'expression populaire « the world's smallest violin », utilisée depuis les années 1970, notamment dans la série M*A*S*H, pour tourner en dérision les plaintes excessives. Au-delà de l'anecdote, l'objectif est de démontrer la précision du NanoFrazor, une machine de nano-sculpture fabriquée par Heidelberg Instruments. Basée sur la lithographie à sonde thermique, elle grave des motifs à l'échelle du nanomètre à l'aide d'une pointe chauffée. Le dispositif est confiné dans une boîte hermétique pour éviter toute contamination par la poussière ou l'humidité.



Un système de nanogravure au service de la recherche fondamentale

Pour créer ce violon miniature, les chercheurs ont recouvert une puce de deux couches de résine avant de graver la forme à l'aide du NanoFrazor. Après dissolution de la couche inférieure, une cavité en forme de violon est apparue. Une fine pel-

licule de platine a ensuite été déposée, puis le surplus de matière éliminé à l'acétone. Si le processus complet dure environ trois heures, le résultat final a nécessité plusieurs mois d'ajustements. Le système ouvre la voie à des recherches sur les technologies informatiques émergentes, comme le souligne la professeure Kelly Morrison, cheffe du département de physique : « Une fois que nous aurons

compris le comportement des matériaux, nous pourrions appliquer ces connaissances au développement de nouvelles technologies, qu'il s'agisse d'améliorer l'efficacité informatique ou de trouver de nouvelles façons de récupérer de l'énergie. Mais d'abord, nous devons comprendre la science fondamentale et ce système nous permet de faire exactement cela ».

Des applications concrètes pour le stockage de données et l'informatique quantique

Ce système de nanolithographie sert désormais de base à des recherches sur les nouvelles technologies informatiques. Le Dr Naëmi Leo dirige des travaux portant sur l'utilisation contrôlée de la chaleur pour améliorer le stockage et le traitement des données. Ses observations combinent des matériaux magnétiques et électriques avec des nanoparticules capables de convertir la lumière en chaleur, créant ainsi des gradients de température exploitables pour développer des dispositifs plus efficaces. De son côté, le Dr Fasil Dejene explore les matériaux quantiques comme alternatives au stockage magnétique actuel. Les disques durs traditionnels conservent l'information sous forme de bits magnétiques, mais la miniaturisation des appareils complique le maintien de leur stabilité. Les recherches de Dejene visent à alors déterminer si les matériaux quantiques peuvent permettre la création de systèmes de mémoire plus compacts, plus rapides et plus fiables, avec des applications potentielles dans l'informatique inspirée du cerveau humain.

La cigarette électronique est bien plus dangereuse qu'on le croit pour l'organisme

La cigarette électronique est en vogue depuis maintenant plusieurs années. Mais si elle permet d'échapper à la cigarette traditionnelle, elle comporte tout de même certains dangers. Les substituts développés depuis plus d'une décennie à la cigarette peuvent aussi comporter leur lot de problèmes. D'un côté, pour ce qui est des puffs, les cigarettes électroniques jetables, il y a très vite eu un problème posé par son accessibilité aux plus jeunes. Et la cigarette électronique est elle aussi remise en question, pour son impact sur la santé.

Un risque de prédiabète accru avec la cigarette électronique

La cigarette n'est pas bonne pour la santé. Alors ceux qui ne réussissent pas à arrêter ont trouvé comme alternative la cigarette électronique. Malheureusement, celle-ci entraîne aussi derrière elle son lot de dommages. En effet, l'économiste spécialisé dans la santé Sulakshan

Neupane a analysé avec son équipe plus de 1,2 million de points de données collectés par une grande enquête des Centres pour le contrôle et la prévention des maladies aux États-Unis. Et ils en sont arrivés à la conclusion que la cigarette électronique augmentait les risques de développer un prédiabète. Pour rappel, le prédiabète est une phase de dérèglement glycémique qui précède le diabète de type 2, et qui peut être encore réversible avant d'atteindre le stade du diabète proprement dit.

Toujours moins grave que la cigarette traditionnelle

Ce qui est intéressant dans cette étude, c'est qu'elle compare non seulement les non-fumeurs avec les fumeurs de cigarette électronique, mais aussi avec ceux qui fument la cigarette normale, et même ceux qui usent des deux. L'étude montre ainsi que les fumeurs exclusifs de cigarette électronique ont en moyenne



7% plus de risques de développer le prédiabète qu'un non-fumeur. Ceux qui fument les vieilles cigarettes à l'ancienne ont eux 15% plus de risque d'atteindre cet état pathologique, ce qui joue ici en

faveur de la première face à la seconde, si la personne n'arrive pas à arrêter. Mais, dernière information intéressante, si l'individu fume à la fois des cigarettes au tabac et avec une cigarette électro-

nique, il voit son risque monter très haut, avec 28% de risques en plus qu'un non-fumeur. De quoi faire réfléchir certains utilisateurs ?

Les boîtes de vitesses des hybrides

Renault et Stellantis peuvent causer de lourdes pannes et d'autres problèmes

Pour leurs véhicules hybrides non rechargeables sur secteur, les groupes Renault et Stellantis ont choisi des stratégies bien différentes. Alors que le premier a opté pour la voie du "full hybrid" haute tension façon Toyota, le second a choisi une hybridation plus légère, en 48 volts, même si elle permet aussi quelques roulages en électrique. Côté boîtes de vitesses, les deux rivaux n'ont pas non plus choisi la même technologie. Mais on y retrouve tout de même des points communs, certains positifs et d'autres non, comme en témoignent certains problèmes de fiabilité.

Alors que Toyota a lancé sa première Prius en 1997, il aura fallu attendre 2020 pour voir un constructeur français s'attaquer directement au constructeur japonais. C'est en effet au printemps de cette année que Renault a commercialisé son premier modèle "full hybride", la Clio E-Tech. La marque au losange ne s'est toutefois pas contentée de copier sa rivale nipponne... ou de lui racheter sa technologie comme avait pu le faire Ford. Elle a choisi de se différencier de tout ce qui existait déjà sur le marché grâce à une boîte de vitesses "à crabots", un nom qu'on est plus habitués à retrouver en compétition.

Une boîte "de course" sans esprit sportif pour Renault

La turbulente Abarth 695 Bi-posto était un des rares modèles routiers à avoir osé cette technologie jusqu'ici, moyennant un copieux supplément. Mais chez Renault, le but poursuivi n'a jamais été la sportivité... même si la marque abuse parfois des comparaisons avec la Formule 1 dans sa communication. Ici, le fonctionnement de cette transmission a été entièrement automatisé. De plus, deux de ses rapports (sur les six ou sept qu'elle comporte au total en fonction du modèle) sont entièrement consacrés au roulage en électrique. L'une des raisons du choix de cette boîte à crabots est dans doute économique puisque le nombre de pièces est réduit, en l'absence de synchros et d'embrayage. Autre bénéfice : cela permet d'éviter la sensation de "moulinage" du moteur inhérente aux hybrides Toyota et à leur boîte de vitesses évoquant le fonctionnement d'une CVT en raison de l'utilisation de trains épicycloïdaux. Après la Clio, on a retrouvé ce type de transmission sur tous les modèles hybrides de Renault, y compris ceux qui sont rechargeables sur secteur. Dacia y a également eu droit avec les Jogger, puis le Duster 3 et le Bigster.

Une transmission à triple embrayage chez Stellantis

De son côté, après l'échec de ses hybrides diesel, le groupe PSA a d'abord privilégié l'hybride rechargeable, avec une boîte automatique à convertisseur des plus classiques. Il aura fallu que Peugeot, Citroën ou DS soient inté-



grées à la galaxie Stellantis pour voir revenir une hybridation "sans fil", d'abord apparue sur les anciens 3008 et 5008 en toute fin de carrière, à l'été 2023. Cette hybridation se révèle toutefois moins poussée que chez Renault. Ici il faut en effet se contenter d'une modeste batterie 48 volts, au lieu de 400 volts chez le Losange, avec un moteur électrique développant moins d'une trentaine de chevaux. On est ainsi en présence d'une hybridation dite légère, mais d'un genre assez particulier.

Contrairement à la plupart de ses congénères, elle permet en effet réellement de rouler en mode "zéro émission", du moins à très basse vitesse et sur une brève période de temps. Pour cela, elle utilise une boîte de vitesses automatique assez spéciale. Même si elle est baptisée "à double embrayage" par Stellantis, cette transmission se distingue totalement de celles qui portent habituellement ce nom, comme la plus connue de toutes, la DSG de Volkswagen. Cette e-DCS6 compte d'ailleurs plutôt trois embrayages, comme nous l'écrivons souvent dans nos essais. De plus, ici, il n'est pas possible de présélectionner un rapport en avance pour accélérer le fonctionnement comme c'est le cas sur la DSG et ses équivalents. En revanche, cette technologie développée avec l'équipementier Punch Powertrain évite de se montrer trop coûteuse pour le constructeur, tout en étant optimisée d'emblée pour une hybridation. On la retrouve d'ailleurs aussi désormais sur les hybrides rechargeables, mais avec sept rapports au lieu de six.

Un fonctionnement perfectible chez Renault

Aussi différentes soient-elles, les solutions Stellantis et Renault partagent ainsi une même philosophie. Elles s'efforcent de se démarquer de la concurrence et de proposer une électrification qui reste financièrement accessible pour les clients. Hélas, dans les deux cas, la copie n'est pas parfaite.

La boîte du Losange ne propose ainsi pas les passages de rapports les plus rapides du marché. De plus, les transitions entre électriques et thermiques apparaissent moins fluides que chez d'autres constructeurs. Enfin, dans les montées prolongées, le moteur essence peut avoir tendance à brailler, a fortiori depuis une mise à jour visant à éviter des pertes de puissance en côte en privilégiant la recharge de la batterie. Assez courant sur les véhicules hybrides en général, ce phénomène-là est toutefois moins marqué sur les Austral, Espace ou Rafale, plus puissants, ainsi que sur le récent 1.8 Hybrid de 155/160 ch qui remplace peu à peu l'ancien 1.6 Hybrid 140/145 ch sur les "petits" modèles du groupe.

Des hybrides Stellantis plus plaisants sur route qu'en ville

Les modèles de Stellantis peuvent, eux, compter sur la santé du trois-cylindres turbo, une profonde évolution de l'ancien 1.2 Puretech désormais dotée d'une chaîne, pour se montrer assez performants et plaisants sur route ou autoroute. En parti-

culier sur les modèles les plus légers, comme la Peugeot 208, la Citroën C3 ou la Fiat Panda. C'est surtout en ville que la boîte de vitesses prête le flanc à la critique avec un fonctionnement parfois heurté engendrant quelques à-coups, un freinage régénératif qui manque de progressivité ou quelques sifflements bien audibles en provenance de la machine électrique. Sans parler de la faible durée de ces roulages en mode "zéro émission" qui pourra en frustrer certains. Elle n'empêche toutefois pas les consommations de se montrer assez raisonnables sur la plupart des véhicules ainsi motorisés selon nos mesures, même si les "hybrides complets" de Renault font encore bien mieux dans ce domaine.

Un gros rappel récent pour la boîte à crabots de Renault

Dans les deux cas, l'agrément perfectible dans certaines conditions est ainsi contrebalancé par un appétit plutôt mesuré. Mais c'est surtout côté fiabilité que les transmissions Renault et Stellantis ont parfois pu prêter le flanc à la critique. Chez le Losange, un gros rappel de plus de 150 000 voitures a même été lancé récemment pour vérifier et éventuellement remplacer le joint d'étanchéité de la boîte de vitesses. Diverses mises à jour électroniques ont par ailleurs été effectuées au fil du temps sur certains modèles pour tenter d'améliorer le fonctionnement ou d'éviter l'apparition de messages parfois inquiétants. Hélas, cela n'a pas toujours été suffisant. Sur notre formulaire fiabi-

lité comme ailleurs, certains propriétaires se plaignent de rencontrer encore des problèmes aujourd'hui, y compris sur le récent Duster ou sur l'Austral qui n'était pas concernés par le dernier rappel. Dans les cas les plus complexes, les ateliers sont allés jusqu'à remplacer la boîte à des kilométrages assez faibles. Même si le service après-vente Renault se montre souvent généreux sur les prises en charge, cela a poussé quelques clients vers la concurrence.

Une transmission encore sous surveillance chez Stellantis

Apparue près de trois ans après, la transmission de Stellantis est bien plus récente que celle du rival au losange. On a donc beaucoup moins de recul à son sujet. Mais assez rapidement, à l'automne 2024, des lecteurs nous avaient écrit pour nous signaler des remplacements de cette boîte sur des véhicules quasiment neufs ! Sans être colossal, le nombre de cas a été suffisamment significatif pour nous alerter. A la même période, une campagne de mise à jour de calculateurs a d'ailleurs eu lieu. Même si nous n'avons pas eu tous les détails sur le contenu de cette reprogrammation, nous avons constaté des passages de rapports un peu plus lents après lors de nos différents essais. En contrepartie, le nombre de plaintes a bien diminué. Stellantis aurait-il réussi à venir à bout des problèmes plus vite que Renault ? Il est encore beaucoup trop tôt pour l'affirmer, surtout que nous avons encore eu connaissance de remplacement de boîte très récents. Une propriétaire de l'ancien 5008 affirme même avoir dû subir cette lourde intervention à deux reprises en moins de deux ans ! Mais le groupe propose désormais une garantie 8 ans sous conditions, et il semble avoir bien réalisé à quel point les défaillances des 1.2 PureTech ou 1.5 BlueHDi ont nui à son image. Des modifications plus ou moins profondes ont d'ailleurs été apportées à ces deux moteurs afin de les fiabiliser, avec plus de 70 % de pièces nouvelles pour le premier d'entre eux, qui a changé de nom depuis peu. On peut donc espérer que la multinationale fasse le nécessaire pour corriger au plus vite les éventuels défauts de jeunesse de sa boîte e-DCS6/e-DCS7.

Mots fléchés

Boisson sans houblon		Prénom d'origine germanique		Cadeau dans la corbeille de mariage		Insonorisations		Subdivision d'un tiroir		Cocher d'une voiture de poste		Licencieux	
Contrée champenoise		Souverains		Insecte		Deux romain						Voies aménagées	
								Sur ces entrefaites					
								Dénudés					
Alternances										Ruisselle			
Aéronef										Avariés			
					Ni dieu, ni maître	Uvules							
						Bac à fleurs							
Pierre d'achoppement			Cobras						Planche de chêne				Poirées
Soldat américain									Fin d'infinitif				
		Haute Assemblée						Affluent du Rhin				Immobiles	
Possessif			Épuisé					Associé					
Pronom personnel			Bianca la cantatrice					Précis					
		De soulier c'est un lacet							Demeurent				
		Constant							Ronflette				
Ils portent le grément et la voilure	Saint espagnol				Prénom de La Fres-sange					Catégorique			
	Poison violent				Atome					Bonne note			
				Petit enseignant							Note de musique		
											Cavité sous les bras		
Portion journalière pour les animaux							Assortit les couleurs	Cabrioles					
Maison en bois de sapin													
				Petit cigare						Id est			Recou-verte de terre
				Fine fleur						Plus clair			
Esprit de taille infime					Trou normand			Petit récipient à anse					
								Fleuve italien					
Prénom d'origine gaélique					Usées jusqu'à la corde							Fringants	
					Sélénium								
Eloigné		Affluent de la Seine					Postes au football		Roues à gorge				
		Gouffres							Bizut				
						Actinium		Charmante					
								Poisson					
Ceinture jaune	Baye				Caution					Monnaie bulgare			
	Il est au rhum				Fils d'Isaac								
			Vieux courroux	Ecossé						Longue période			
				Erbium						Note de musique			
Camarades						Première personne du pluriel					Thallium		
Absurdes						Lettres pieuses					Béryllium		
									Obtempéré				
Enzyme				Cette commune a fusionné avec Rigny					Blessé				

MASCARA

Plus de 170.600 quintaux de céréales produits

La wilaya de Mascara a enregistré une production de plus de 170.600 quintaux de différentes variétés de céréales au cours de la campagne de moisson-battage de la saison agricole 2024-2025, a indiqué, lundi, le directeur par intérim des services agricoles, Benaoumer Salem. M. Salem a souligné à l'APS, en marge des cérémonies de célébration de la Journée nationale de vulgarisation agricole, que la production céréalière de cette campagne, achevée début septembre, a connu une hausse significative par rapport à la saison précédente, qui avait enregistré plus de 137.000 quintaux.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Mardi 7 octobre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

EN RAISON DE LA BAISSSE DE L'AIDE INTERNATIONALE

Le HCR a supprimé plus d'un quart de ses effectifs

L'agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a été contrainte de supprimer plus d'un quart de ses effectifs depuis le début de l'année 2025, en raison de la baisse de l'aide internationale, a déclaré lundi son Haut-Commissaire. "Près de 5.000 collègues du HCR ont déjà perdu leur emploi cette année", a déploré Filippo Grandi à l'ouverture de la réunion annuelle du comité exécutif de l'agence. "Cela représente plus d'un quart (des) effectifs", a-t-il ajouté, indiquant qu'il fallait s'attendre à d'autres suppressions d'emplois. Le budget 2025 du HCR, approuvé par les Etats, s'élève à 10,6 milliards de dollars mais ces dernières années l'agence n'a reçu qu'environ la moitié de ses besoins budgétaires, soit environ 5 milliards de dollars par an, a-t-il détaillé. Le haut responsable onusien a indiqué que l'agence s'était préparée à une baisse de 10% des contributions attendues cette année, mais la situation est "nettement pire".BNA".

PRIX NOBEL DE MÉDECINE 2025

Décerné à un trio de chercheurs pour leurs travaux sur le contrôle immunitaire

Le prix Nobel de médecine 2025 a été décerné lundi aux chercheurs américains Mary E. Brunkow et Fred Ramsdell et au Japonais Shimon Sakaguchi, pour leur recherche sur la façon dont le corps contrôle le système immunitaire. Il récompense leurs "découvertes concernant la tolérance immunitaire périphérique", a indiqué le comité Nobel dans un communiqué. "Le prix Nobel de physiologie ou médecine de cette année porte sur la manière dont nous contrôlons notre système immunitaire afin de pouvoir lutter contre tous les microbes imaginables tout en évitant les maladies auto-immunes", a expliqué Marie Wahren-Herlenius, professeure à l'institut Karolina. "Le puissant système immunitaire de l'organisme doit être régulé, sinon il risque d'attaquer nos propres organes", souligne le comité Nobel. Les lauréats ont ainsi "identifié les gardiens du système immunitaire, les cellules T régulatrices, qui empêchent les cellules immunitaires d'attaquer notre propre corps", explique-t-il. Ainsi, les découvertes de Mary E. Brunkow, Fred Ramsdell, et Shimon Sakaguchi, "ont jeté les bases d'un nouveau domaine de recherche et stimulé le développement de nouveaux traitements, par exemple pour le cancer et les maladies auto-immunes", a ajouté la même source. Le Nobel consiste en un diplôme, une médaille d'or et un chèque de 11 millions de couronnes suédoises (près d'un million d'euros).

ENTREPRENEURIAT

NESDA Alger-Centre lance une campagne de sensibilisation

L'Agence nationale de soutien et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) a lancé, à travers son antenne d'Alger-Centre, une campagne de sensibilisation d'une semaine sur les dispositifs d'accompagnement des porteurs de projets, couvrant plusieurs communes de la capitale, a indiqué, lundi, un communiqué de l'agence. "Cette initiative vise à faire connaître les nouveaux avantages mis en place par la NESDA au profit des porteurs de projets et des jeunes entrepreneurs, notamment les diplômés des universités et des centres de formation professionnelle désireux de créer leur propre mi-

cro-entreprise et de bénéficier des différents mécanismes d'appui et d'accompagnement proposés", lit-on dans le communiqué. A cette occasion, Fatah Sid, directeur de l'agence NESDA Alger-Centre, cité dans le communiqué, a expliqué que cette campagne constitue "un espace d'échange et de dialogue direct avec les jeunes porteurs d'idées", permettant d'éclaircir les nouvelles modalités d'aide instaurées par l'agence et de faciliter les démarches liées à la création d'entreprises. Il a ajouté que cette initiative s'inscrit également dans une démarche plus large de modernisation des services de la NESDA, à travers la mise en place de nouvelles pla-

teformes numériques disponibles sur le site web actualisé de l'agence. Parmi ces outils figure une plateforme dédiée à la simplification du traitement et du suivi à distance des dossiers d'extension d'activité, ainsi qu'une autre baptisée "NESDA Business Hub", destinée à renforcer les liens entre les micro-entreprises et les opérateurs économiques. Ces solutions numériques offrent davantage de flexibilité dans l'accès aux services, tout en soutenant la transition numérique globale engagée par l'agence.

ANIE

Réunion de coordination en prélude à la révision périodique des listes électorales pour l'année 2025

Le président par intérim de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Karim Khelfane, a présidé, lundi à Alger, une réunion de coordination dans le cadre de la préparation de l'opération de la révision périodique des listes électorales pour l'année 2025, indique un communiqué de l'instance.

La réunion, tenue par visioconférence, a été consacrée à "la discussion des préparatifs sur le terrain et organisationnels liés à la révision périodique des listes électorales pour l'année 2025, au cours de laquelle M. Khelfane a donné plusieurs instructions et orientations afin d'assurer le bon déroulement de l'opéra-

tion", précise la même source. Cette réunion s'est déroulée avec la participation des coordinateurs des délégations de wilayas de l'ANIE à travers le territoire national, ainsi que des membres du Conseil de l'Autorité et du directeur général des affaires électorales, selon le communiqué.

Félicitations



C'est avec une immense joie que la famille Aguenini adresse ses sincères félicitations à Saïd Aguenini pour la naissance de sa petite « Soultana ». Que cette adorable princesse illumine votre foyer de bonheur, de tendresse et d'amour. Puisse Dieu la combler de santé, la faire grandir dans la joie et la sagesse, et la garder toujours sous Sa protection. Félicitations aux heureux parents !

USTHB

Renforcer la qualité de la formation dans le domaine de l'aménagement du territoire

Le thème "La participation démocratique à l'aménagement du territoire" a fait l'objet, lundi à l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene (USTHB) à Alger, d'une conférence visant à renforcer la qualité de la formation des étudiants dans ce domaine. La conférence, animée par une délégation d'experts tchèques, s'inscrit dans le cadre de la coopération entre l'Algérie et la République tchèque. Ce thème, au coeur des enjeux de développement durable et de gouvernance locale, revêt une importance particulière pour l'Algérie, "notamment en raison de sa vaste superficie et du nombre de nouvelles wilayas récemment créées, ce qui nécessite la réalisation d'études approfondies d'aména-

gement de l'espace", a souligné le recteur de l'université, Djamel Eddine Akretche. Il a estimé que ce type de conférences contribue à "orienter les étudiants et à renforcer la qualité de leur formation", rappelant, à ce propos, que l'USTHB dispose depuis longtemps d'un département de géographie et d'aménagement du territoire, qui a déjà formé un grand nombre de cadres qualifiés. M. Akretche a précisé que des rencontres similaires, programmées par l'ambassade tchèque, sont prévues dans les universités de Biskra et Constantine, ajoutant qu'à l'issue de cette conférence, l'Université technique de République tchèque et l'USTHB envisageaient d'établir une coopération en vue de développer des programmes communs et des projets

de recherche conjoints dans le domaine de l'aménagement du territoire. De son côté, la cheffe de mission adjointe tchèque, Nina Stredel, a indiqué que la partie tchèque estimait pouvoir "apporter son expertise et son expérience afin d'échanger et de partager de nouvelles idées, ainsi que de bonnes pratiques qui ont fait leurs preuves dans le système administratif d'aménagement du territoire et les mettre à la disposition des experts algériens, à travers l'université". Cette mission comprend également des actions à destination du secteur économique, a-t-elle ajouté, expliquant qu'en partenariat avec la Confédération algérienne du patronat (CAP), des ateliers de formation pour les petites et moyennes entreprises seront organisés à Biskra et Constantine.